

BAKOUNINE : MASSES ET MINORITÉS RÉVOLUTIONNAIRES

Si l'anarchisme est souvent rattaché au nom de Bakounine, l'influence réelle de celui-ci a souvent été mythifiée. Avant son adhésion à l'Internationale, les positions de Bakounine restent des positions de principe, générales. Ce n'est pas Bakounine qui a orienté la tendance « anti-autoritaire » de l'AIT par ses idées, c'est le contraire. Les textes de Bakounine datant des quelques années avant son adhésion à l'Association internationale des travailleurs contiennent de vagues positions de principe à caractère libertaire, mais cela reste vague ; ce n'est qu'après son adhésion à l'AIT que ses conceptions se précisent en matière de stratégie, d'organisation. Bakounine n'« invente » pas les pratiques du courant qu'il représente, il les décrit. Les collectivistes qui s'expriment dans les congrès de l'Internationale n'ont pas attendu Bakounine. Cependant, ce serait une erreur de sous-estimer le rôle de Bakounine et de son entourage proche dans la systématisation et dans la diffusion des idées de l'Internationale. Bakounine observe dans l'Internationale une réalité qui confirme ses pressentiments ; le courant « anti-autoritaire » trouve dans Bakounine quelqu'un qui expose clairement ce qu'il ressent. La constitution de la fédération espagnole est entièrement le résultat de l'activité de l'entourage de Bakounine.

Avant son adhésion à l'AIT, le révolutionnaire russe avait déjà un certain nombre d'idées, héritées essentiellement de Proudhon, et qu'il avait développées dans les programmes de ses diverses organisations clandestines. L'observation des pratiques du mouvement ouvrier l'a confirmé dans ses idées. Il y a donc un aller-retour permanent entre théorie et pratique. Si Fanelli, un proche de Bakounine, a si bien réussi lorsqu'il est allé en Espagne pour y développer l'Internationale, c'est parce que les pratiques de l'AIT correspondaient aux attentes du prolétariat espagnol, mais c'est aussi

parce que les idées de l'Internationale avaient été clairement formulées.

Trade-Unions britanniques et social-démocratie allemande se referment sur leurs problèmes nationaux respectifs. A la veille de la Commune, les fédérations qui fonctionnent réellement participent toujours aux débats des congrès, se développent, paient leurs cotisations. Les seules fédérations sur lesquelles le Conseil général puisse s'appuyer et qui continuent de lui envoyer des comptes rendus, c'est-à-dire à pratiquer l'internationalisme, sont les fédérations belge, espagnole, suisse, française (dans une moindre mesure) et la naissante fédération italienne, toutes qualifiées de « bakouniniennes ».

Toutes ces fédérations disposent d'une organisation propre, indépendante des partis politiques, avec des sections, des fédérations de métiers, un conseil fédéral. Elles se développent en relation étroite avec le mouvement syndical qu'elles tendent à organiser, en relation avec les sociétés ouvrières qu'elles coordonnent, comme en Belgique, ou auxquelles elles s'identifient complètement, comme en Espagne – la CNT espagnole, un million d'adhérents en 1936, sera l'héritière de la fédération bakouninienne de l'Internationale. Cette dernière, qui s'est déclarée d'emblée anarchiste, connaît un développement foudroyant, organisant très vite la classe ouvrière espagnole en sections de métiers, fédérations locales, pratiquant la démocratie directe, le contrôle des mandats – qu'elle semble être la seule à avoir scrupuleusement respecté. En 1870 elle a autant d'adhérents que tout le reste de l'AIT.

Les « anti-autoritaires » de l'AIT perçoivent l'Internationale comme une vaste organisation de masse structurant le prolétariat et la paysannerie pauvre, fondée sur la démocratie interne et le fédéralisme. Elle doit se développer sur ses bases propres indépendamment des organisations bourgeoises. Elle se propose pour tâche :

1. La destruction du pouvoir d'Etat par l'insurrection du prolétariat en armes organisé dans les sections, les fédérations de métier ¹ et les fédérations locales de l'AIT ;

2. L'utilisation de ses propres structures – fédérations de métiers et fédérations locales – comme matrices de la société fédéraliste et libertaire à construire.

Il s'agit littéralement de l'anarcho-syndicalisme.

Le terme « anti-autoritaire », qui signifie alors « anti-bureaucratique », est apparu pour distinguer les sections et fédérations qui s'opposaient à la centralisation bureaucratique de l'Internationale opérée par Marx et son entourage. Il ne s'agit pas d'une bureaucratisation liée seulement à la complexité croissante de la gestion des affaires courantes mais d'une bureaucratisation visant à accaparer le pouvoir. Ainsi, John Hales, membre du comité anglais de l'Internationale, raconte les déboires qu'il eut avec la bureaucratie de l'organisation :

« Celui qui n'a pas connu le défunt Conseil général ne peut pas se faire une idée de la manière dont les faits y étaient dénaturés et dont les renseignements qui auraient pu nous éclairer étaient interceptés. Il n'a jamais existé de conspiration secrète dont l'action ait été plus occulte que celle de l'ex-Conseil général. C'est ainsi que, lorsque j'étais secrétaire général de ce Conseil, *je n'ai jamais connu et je n'ai jamais pu obtenir les adresses des fédérations du continent*. Autre exemple : un jour le Conseil fédéral anglais reçut une lettre très importante du Conseil fédéral espagnol ; mais le signataire de cette lettre, le citoyen Anselmo Lorenzo, avait oublié de donner son adresse dans la lettre ; le Conseil fédéral anglais pria alors le citoyen Engels, qui était à cette époque secrétaire correspondant du Conseil général pour l'Espagne, de lui donner l'adresse du Conseil fédéral espagnol : le citoyen Engels refusa formellement. Dernièrement, il nous a fait le même refus à l'égard du Conseil fédéral de Lisbonne. »

¹ A l'époque on ne parlait pas encore de fédérations d'industrie.

Le lecteur a bien lu : Hales, qui a été pendant plusieurs mois secrétaire général du Conseil général de l'AIT, ne pouvait avoir accès aux adresses des fédérations sur le continent parce que Engels bloquait l'information ².

En cette période d'intensification formidable de la lutte des classes en Europe, où la fraction la plus radicalisée du prolétariat se mobilise en masse, la direction de l'AIT bloque littéralement le fonctionnement de l'Internationale parce qu'une partie de celle-ci échappe à son contrôle, et tente de constituer des partis nationaux électoralistes. Le Conseil général ne perçut que très tardivement ce qui se passait sur le continent, à savoir que la situation allait déboucher sur la guerre. Le marxisme semblait incapable d'épouser le mouvement réel des classes laborieuses, comme il l'avait fait jusqu'au congrès de Bâle. Désormais, le marxisme, idéologie élaborée vingt ans plus tôt en de tout autres circonstances, impose à la classe ouvrière une division en blocs nationaux empêtrés dans des alliances contre-nature avec les organismes politiques des classes dirigeantes, en contradiction totale avec l'internationalisme. Ce que Bakounine explique très clairement.

« Je n'hésite pas à dire que les coquetteries marxiennes avec le radicalisme, soit réformiste, soit révolutionnaire des bourgeois ne peuvent avoir d'autre résultat que la démoralisation et la désorganisation de la puissance naissante du prolétariat. (...) A quiconque pourrait en douter, nous n'aurons qu'à montrer ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne, où les organes de la démocratie socialiste chantent des hymnes d'allégresse en voyant un congrès de professeurs d'économie politique bourgeoise recommander le prolétariat d'Allemagne à la haute et paternelle protection des États, et dans les parties de la Suisse où prévaut le programme marxien, (...) l'Internationale est descendue au point de n'être plus qu'une sorte de boîte électorale au profit des bourgeois radicaux ³. »

² John Hales, lettre au Comité fédéral de la Fédération jurassienne, 6 novembre 1872. *L'internationale, documents et souvenirs*, éditions G. Lebovici, p. 25.

³ Lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles, 1-8 octobre 1872.

L'historien marxiste Franz Mehring ajoute même que partout où la stratégie de Marx était appliquée, l'AIT disparaissait : « Là où un parti national se créait, l'Internationale se disloquait », dit-il dans sa biographie de Marx ⁴, alors que dans les sections et fédérations vivantes de l'AIT, la solidarité internationale était pour ainsi dire palpable.

Action et organisation

Le problème de l'action finit toujours par se poser en termes d'organisation. Avec la constitution de l'Internationale qui rassemble de nombreux travailleurs à travers l'Europe commence à se dissiper « l'écran religieux, politique et patriotique » qui, pendant des siècles, empêchait les masses de parvenir à la raison de leur oppression. Ce qui les empêche maintenant de s'émanciper c'est « le manque d'organisation, la difficulté de se concerter et de s'entendre » ⁵.

Le peuple dispose d'une immense force spontanée, incomparablement plus grande que celle de l'Etat. C'est pourquoi la condition première de la victoire du peuple est « l'union ou l'organisation des forces populaires » ⁶. On est loin de l'image d'Épinal du Bakounine « spontanéiste » habituellement présentée...

L'organisation n'est pas seulement une nécessité technique, en quelque sorte, sans laquelle l'acte de renverser le régime d'exploitation est impossible, elle est une nécessité inhérente à toute action : lorsqu'on veut organiser une force, il faut d'abord bien établir son but, car « *de la nature de son but dépend essentiellement le mode et la nature même de son organisation* » ⁷. Cette phrase est capitale pour comprendre la théorie de l'organisation de Bakounine : le mode d'organisation étant lié au but poursuivi, il ne saurait être en contradiction avec le but ; il doit par conséquent contenir le but

⁴ Éditions Sociales, p. 533.

⁵ Bakounine, « La science et la question vitale de la révolution », mars 1870. Œuvres, VI, 280.

⁶ *Ibid.*, p. 285.

⁷ « Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura », Œuvres, III, 74.

poursuivi, être de même nature. La forme de l'organisation du prolétariat international en lutte contre l'exploitation capitaliste est *en même temps* celle de la société future. Il ne s'agit pas d'utopie : l'organisation de la société sans exploitation se *déduit* de la manière dont les travailleurs s'organisent pour lutter.

« Certes, il y a dans le peuple assez de force spontanée; celle-ci est incomparablement plus grande que la force du gouvernement, celle des classes [dirigeantes] comprise ; mais faute d'organisation, la force spontanée n'est pas une force réelle. Elle n'est pas en état de soutenir une longue lutte contre des forces beaucoup plus faibles mais bien organisées. Sur cette indéniable supériorité de la force organisée sur la force élémentaire du peuple repose toute la puissance de l'Etat.. » (...) « Ainsi, la question n'est pas de savoir si le peuple est capable de se soulever, mais s'il est apte à former une organisation qui puisse assurer la victoire du soulèvement, une victoire qui soit non pas éphémère, mais durable et définitive. » (« La science et la question vitale de la révolution », mars 1870.)

De tels propos se retrouvent constamment sur des centaines de pages écrites par Bakounine de 1867-68 à sa mort en 1876, et ne peuvent guère être classés dans la rubrique « activités clandestines ».

Les « sociétés secrètes »

Il est tentant de railler la tendance qu'a eue Bakounine à constituer des sociétés secrètes. C'est oublier que dans le monde hérité du congrès de Vienne, la police politique fut l'un des rouages essentiels de la vie publique en Europe et que déjà existait, à l'instigation de Metternich, une coopération internationale des différents services de police contre les partisans du libéralisme (qui, à l'époque, était un courant d'idées progressistes⁸), contre les

⁸ Il ne faut pas confondre les deux sens du mot « libéralisme ». Il désignait tout d'abord le courant politique qui, à partir du XVIII^e siècle, s'est opposé au despotisme. Ce courant a été féroce ment réprimé jusqu'au XIX^e siècle, en particulier pendant la période de restauration monarchique issue du congrès de Vienne. Ce n'est que par la

démocrates et contre les partisans de l'indépendance nationale dans les pays dominés par l'un ou l'autre empire. Les sociétés secrètes furent donc pendant des dizaines d'années le seul moyen pour les libéraux et les révolutionnaires de s'organiser, de maintenir la flamme, puisque la liberté de réunion n'existait nulle part sur le continent.

La franc-maçonnerie, un des foyers de l'opposition libérale, s'était développée au XVIII^e siècle malgré les condamnations de l'Église, et constitua un des centres d'organisation du mouvement libéral opposé au despotisme. Après 1815, les révolutionnaires cherchèrent à tirer parti des facilités qu'offrait la franc-maçonnerie et Bakounine, on le verra, ne fit pas exception. Institution officieuse en ce qui concerne sa direction centrale – presque tout le personnel gouvernemental de Napoléon en faisait partie, et dans les monarchies protestantes c'est bien souvent le prince héritier qui en est le grand maître – certaines loges servaient parfois de rendez-vous pour les conspirateurs. La franc-maçonnerie joua un rôle déterminant dans la diffusion des idées libérales et dans la lutte contre le despotisme, mais elle eut aussi ses limites, que Bakounine analysa avec lucidité.

D'autres sociétés secrètes constituèrent un réel danger pour l'ordre établi, par leur dispersion, par l'énergie et la volonté de leurs militants. Leur terre d'élection fut l'Italie où elles pullulaient, du Nord au Sud. S'il est difficile de retracer les liaisons qu'elles pouvaient entretenir à travers le continent, elles avaient toutes un point commun : la revendication de la liberté politique garantie par une constitution assurant l'égalité devant la loi. A cela s'ajoute la plupart du temps la méfiance envers le clergé.

Vers 1864, lors de son séjour en Italie, Bakounine tente d'utiliser la franc-maçonnerie (à laquelle il avait adhéré vers 1844-1845) dans l'espoir d'étendre son influence. Il ne se fait d'ailleurs pas trop d'illusions. Il espère seulement s'en servir « comme un masque ou comme un passeport », dit-il ; « mais chercher de l'action dans la

suite que la mot a été utilisé dans le sens économique. La première acception du terme survit encore aux États-Unis où être « libéral », c'est avoir des idées « progressistes ».

Franc-Maçonnerie c'est la même chose, pire peut-être, que de chercher du réconfort dans le vin »⁹. A la fin de cette période italienne, une fois devenu « anarchiste », il s'expliqua sur la nature de la franc-maçonnerie dans une série de lettres aux internationaux du Jura. Sous l'Ancien régime, dit-il, la bourgeoisie était une « classes historique », elle avait « un monde à conquérir », elle était « intelligente, audacieuse » et se sentait « forte du droit de tout le monde » : elle avait alors constitué une « association internationale », la franc-maçonnerie, que Bakounine qualifie d'institution par excellence bourgeoise. Elle réunissait les sujets d'élite, les caractères les plus audacieux. C'était l'incarnation énergique et la mise en pratique de l'idée humanitaire de XVIII^e siècle :

« Tous ces grands principes de liberté, d'égalité, de fraternité, de la raison et de la justice humaines, élaborés d'abord théoriquement par la philosophie de ce siècle, étaient devenus au sein de la franc-maçonnerie des dogmes pratiques et comme les bases d'une morale et d'une politique nouvelles, – l'âme d'une entreprise gigantesque de démolition et de reconstruction. La franc-maçonnerie n'a été rien moins, à cette époque, que la conspiration universelle de la bourgeoisie révolutionnaire contre la tyrannie féodale, monarchique et divine. – Ce fut l'Internationale de la bourgeoisie¹⁰. »

Après avoir été une classe dominée, la bourgeoisie est devenue à son tour une classe dominante. Après le coup d'Etat de Bonaparte, la franc-maçonnerie s'est transformée sur une grande partie du continent européen en une « institution impériale ». Aujourd'hui, dit Bakounine, la franc-maçonnerie est descendue « au triste rôle d'une vieille intrigante radoteuse, elle est nulle, inutile, quelquefois malfaisante et toujours ridicule¹¹. » Cependant, dans une lettre à Garibaldi du 24 mars 1864, il expose qu'il cherche rien moins qu'à

⁹ Lettre à Herzen et Ogarev, 23 mars 1866.

¹⁰ Aux compagnons de l'Association Internationale des Travailleurs de Locle et de la Chaux-de-Fonds. Article 1. 23 février 1869.

¹¹ *Ibid.*

« désorganiser la franc-maçonnerie gouvernementale et royaliste » et à la remplacer par une « franc-maçonnerie démocratique »¹².

Le recrutement des sociétés secrètes se faisait essentiellement dans la bourgeoisie, parmi les professions libérales, et si les professeurs semblaient à Metternich « les plus maladroits des conspirateurs », il craignait les avocats. Mais il y avait aussi des banquiers, des fonctionnaires, des écrivains, des journalistes auxquels se joignaient la jeunesse des universités. S'il est exagéré de dire, comme le pensait Metternich, que tout le mal de l'Europe venait des sociétés secrètes, celles-ci furent constamment pourchassées par toutes les polices. Elles n'ont jamais assuré un succès durable aux mouvements révolutionnaires, mais elles ont maintenu vivante dans l'esprit des masses l'idée de la liberté politique, elles ont aussi fourni des cadres de valeur pour l'action politique.

Il était donc naturel que, pour développer ses idées, Bakounine tentât d'user de ce moyen qui était nécessaire pour des raisons de sécurité. C'était une phase inévitable de l'évolution de sa pratique politique. Il est cependant moins intéressant d'étudier l'histoire détaillée des sociétés bakouniniennes que de chercher à comprendre comment le révolutionnaire considérait réellement leur rôle.

Si la perspicacité de Bakounine n'était pas infallible, comme le montre la fameuse « affaire Netchaïev » lors de laquelle il fut manipulé, dans l'ensemble son jugement était sûr. Certains hommes étaient impitoyablement écartés. Arman Ross rapporte les doléances de deux professeurs russes de droit qui furent fraîchement expédiés par Bakounine. Ross raconte également comment Bakounine recrutait les membres de ses « sociétés secrètes ». Trois étudiants en

¹² Dans *Autour d'une vie*, Kropotkine écrit que les sections genevoises de l'AIT « se réunissaient alors dans le vaste Temple Unique, siège de la Loge maçonnique. Plus de mille personnes pouvaient trouver place les jours de réunion générale dans la vaste salle... » Les travailleurs y recevaient l'instruction gratuite d'un « très petit nombre d'hommes de la classe moyenne ». « C'était à la fois une université populaire et un forum populaire. » La franc-maçonnerie n'était pas tout à fait inutile. Kropotkine, cependant, émettra de sérieux doutes « sur la sincérité de l'agitation organisée au Temple Unique ».

médecine entrèrent un jour en relations avec lui et « manifestèrent le désir ardent de militer ». « Bakounine accepta et, ayant formé une association avec eux basée sur le programme de l'ex-Alliance, leur donna un code secret pour correspondre avec lui. Bref, il fit avec eux ce qu'il avait fait avec d'autres » (*Bakounine et les autres*, p. 283). Quelque temps après, une occasion se présenta pour agir mais les trois étudiants se révélèrent inaptes. Bakounine cessa tout simplement toute relation avec eux. Voilà donc trois types qui durent raconter à leurs petits-enfants le soir au coin du feu qu'ils avaient fait partie d'une société secrète de Bakounine et qui ne surent jamais qu'elle était fictive...

Le cas de Fritz Robert est différent. C'était un professeur de mathématiques et militant de l'AIT suisse. En 1870, Fritz Robert fut forcé par son employeur de démissionner de l'Internationale. On imagine aisément les pressions qu'il subit et la crise de conscience qu'il dut endurer. En juin 1869, Bakounine lui écrit une lettre émouvante dans laquelle il tente de stimuler l'énergie du militant sans jamais lui donner à croire qu'il serait un traître s'il « décrochait ». Il y a, dit Bakounine, dans la section de la Chaux-de-Fonds, des hommes énergiques, mais « leur savoir n'est pas à la hauteur de leur énergie » (...) « toi, tu as le savoir, tu es à la hauteur de toutes les questions sociales, théoriques, pratiques, tu es des nôtres, tu sais aussi bien que nous ce que nous voulons et où nous allons ; que te manque-t-il donc pour devenir le médecin sauveur de cette section malade ? La volonté. »

« Je pense que l'absence de volonté qui se manifeste en toi à l'heure qu'il est provient principalement des circonstances, de certains préjugés que tu n'es pas encore parvenu à vaincre complètement, et de l'influence du milieu dans lequel tu te trouves (...) Mon cher, nous vivons à une époque où il n'est plus permis à personne, et surtout à un jeune homme comme toi, de rester neutre et de faire le mort. La révolution sociale frappe à nos portes. Nous devons nous compter et resserrer nos liens fraternels pour qu'elle trouve en nous une phalange capable de la préparer, de la rapprocher autant que possible, et, quand elle aura éclaté, de la servir. Viens à nous, pas seulement de cœur et d'esprit, mais de

fait, parce que ce n'est que par les faits seulement qu'on peut devenir réellement frères. Sois dès aujourd'hui tout à fait nôtre, pour que, quand la révolution sociale aura éclaté, nous ayons le droit de dire que tu es notre frère et ami, non du lendemain, mais de la veille. Il faut acheter ce droit, cher ami, par beaucoup de sacrifices et par une lutte incessante à commencer par aujourd'hui. » (*Ibid.* p. 269-270)

L'intérêt de ce texte dépasse évidemment celui d'une simple lettre ;

– il est révélateur du type de rapport qu'entretenait Bakounine avec ses proches, le groupe informel de militants qui partageaient les mêmes idées. Ici, pas d'invectives : Fritz Robert n'est pas un traître en puissance. Bakounine ne cherche pas à le culpabiliser s'il ne décide pas de s'engager à fond. Il lui montre simplement ce qu'il perd à ne pas le faire : l'adhésion à une fraternité réelle. Bakounine ne cache pas que de grands sacrifices l'attendent, mais il lui dit qu'il est nécessaire de resserrer les rangs, c'est-à-dire qu'on a besoin de lui. Il explique que sa fragilité lui vient de l'influence de son milieu, mais qu'il peut choisir de s'en libérer.

– Ce texte est intéressant aussi parce qu'il présente en filigrane une théorie de l'organisation des révolutionnaires, dont les militants doivent posséder deux qualités : la maîtrise des questions sociales, théoriques et pratiques, la volonté qui permet la cohésion du groupe afin que celui-ci puisse préparer la révolution, en rapprocher le terme et la servir.

Les perspectives que dévoilent cette lettre se situent bien loin de la question des « sociétés secrètes » qui n'étaient rien d'autre, pour l'extérieur, que des masques, et pour l'intérieur, des filtres permettant de tester et d'éliminer les éléments douteux.

Vyubov¹³, savant et professeur russe, rapporte une anecdote qui se situe en 1866 ou 67, c'est-à-dire à une époque où Bakounine se préoccupait encore de rallier les démocrates bourgeois à la cause du

¹³ Vyubov, Grigory (1843-1913), cristallographe et philosophe positiviste russe, naturalisé français en 1888.

prolétariat. Bakounine lui avait remis les statuts d'une société secrète en lui recommandant de ne les montrer à personne. Vyubov rendit le manuscrit en disant qu'il n'aimait pas les conspirations, « tout en étant partisan des idées les plus radicales et prêt à les défendre de toute [son] énergie ». Bakounine lui répondit qu'en dehors des membres de la conjuration, il y avait des sympathisants qui n'étaient pas tenus d'y entrer, mais qui aidaient, par la plume ou par la parole, à propager les idées. « Peut-être, répondit Vyubov, mais ces serments qu'on prête sur des poignards ne me plaisent pas du tout. » A quoi Bakounine répondit : « Ils ne sont pas indispensables ! Nous les avons imaginés à l'intention des Italiens. Votre parole nous suffira. D'accord ? » Vyubov accepta alors, après quoi Bakounine lui soutira 20 francs de droit d'adhésion.

« Devant cette conclusion pratique, conclut le nouvel adhérent, je ne pus m'empêcher d'éclater de rire, et Bakounine sourit lui-même de son bon et sympathique sourire. » (*Bakounine et les autres*, p. 255.)

Cette anecdote appelle deux commentaires, l'une sur la forme, l'autre sur le fond :

– il semble y avoir au moins deux degrés d'adhésion. Bakounine montre que des hommes peuvent servir le mouvement dans la mesure de leurs capacités, sans y adhérer totalement, chacun contribuant à la cause dans la mesure des capacités.

– on peut difficilement admettre que Bakounine ait pu prendre au sérieux la mise en scène entourant l'existence de ses « sociétés secrètes » ou que celles-ci, vu leur mode d'adhésion, aient pu avoir une activité conspiratrice bien réelle. Ce que raconte Vyubov montre qu'il est tombé – de bonne grâce – dans un piège à gogos pour bourgeois démocrate soucieux d'afficher des opinions radicales sans trop se compromettre.

C'était cependant un trait de caractère de Bakounine d'imaginer des statuts de sociétés secrètes et des programmes révolutionnaires, mais après tout il n'était pas le seul. Les périodes d'inactivité

devaient être propices à ce genre de divagation de l'esprit. L'historien marxiste Franz Mehring est sans doute celui qui a le mieux compris cela : « Autant on peut condamner un homme qui dans la position de Bakounine se grise de statuts imaginaires et de proclamations tonitruantes, autant on doit, en l'absence de preuves tangibles, admettre que son imagination toujours fertile a joué dans tout cela le rôle majeur. »

Gubernatis¹⁴, professeur de sanskrit, explique également la technique quelque peu sommaire par laquelle il fut « recruté ». Lui aussi désirait rester libre tout en proclamant des intentions hautement radicales. Il tenta de résister à l'argumentation de Bakounine, mais finit par céder et conclut son récit en disant : « Le gros serpent m'enlaça de ses anneaux fatals¹⁵. »

Gubernatis est le prototype de l'intellectuel qui adhère – un temps – aux idées révolutionnaires. Plein du zèle du néophyte, il démissionna de son poste de professeur de sanskrit, une fonction rémunérée par l'Etat devenant incompatible avec ses nouvelles convictions. Le ministre lui répondit cependant qu'il le réengagerait s'il annulait sa démission. C'est que le marché du travail ne devait pas être saturé de professeurs de sanskrit... Bakounine le tenait en grande estime puisque dans son album de photos, il avait placé celle de Gubernatis entre Garibaldi et Mazzini. Il fut initié dans la Fraternité bakouninienne par Mazzoni, chez Dolfi. Tous deux étaient des militants très proches de Bakounine, par surcroît franc-maçons confirmés. La chose était donc sérieuse. Gubernatis se lança à corps perdu dans l'agitation sociale, non sans avoir quelques bonnes idées, par exemple un cours pour les travailleurs sur l'histoire populaire de Florence d'un point de vue républicain et révolutionnaire. Il semble qu'il se soit brûlé les ailes. Quelque temps après, Gubernatis se fâcha avec Bakounine parce que ce dernier avait raillé son patriotisme. Longtemps plus tard, il dira que son implication avec Bakounine fut une des plus grandes folies de sa jeunesse. Il reste que Gubernatis n'a

¹⁴ Gubernatis Angelo de (1840-1913) orientaliste et lexicographe italien. Professeur de sanskrit à Florence.

¹⁵ *Bakounine et les autres*, p. 247.

pas tout perdu en fréquentant le révolutionnaire russe : une parente de celui-ci, Sofia Bezobrazov (cousine de sa belle-sœur Natalia), étant en visite à Florence, Bakounine arrangea une rencontre qui se termina par un mariage...

Gubernatis comme Vyroubov sont des intellectuels qui professent des idées avancées tout en hésitant à s'engager. Dans quelle mesure Bakounine pensait-il que l'adhésion de tels hommes était crédible et durable ? Max Nettlau reproduit dans sa biographie du révolutionnaire l'opinion d'un certain A. Graf qui déclara que Bakounine « ne manquait pas d'éprouver la valeur des personnages qui l'approchaient constamment d'assez près » et qu'il « n'entrait en relations sérieuses qu'avec un petit nombre d'entre elles. » Bakounine semblait donc sélectionner les militants auxquels il accordait sa confiance. C'est un autre témoignage qui fournit des indications sur sa technique de sélection. Arman Ross, qui entreprit en 1920 la publication en russe des œuvres complètes de Bakounine, avec l'approbation de Lénine, donne quelques précisions intéressantes. Il écrit en effet que Bakounine écartait de lui ceux « dont il n'y avait rien d'utile à tirer pour la révolution ». Il n'attachait que peu d'importance aux « déclarations, aux raisonnements doctrinaires ou à la profession de foi » du nouveau venu. « Il cherchait à se rendre compte exactement des aptitudes réelles de celui-ci et de ce qu'on pouvait en tirer pour l'action. Aussi lui confiait-il aussitôt une tâche qui paraissait correspondre à ses capacités. »

Ainsi, Bakounine finissait par connaître l'homme et il pouvait rompre toute relation d'ordre pratique avec celui qui se révélait incapable de remplir une tâche déterminée.

Dans les faits, si Bakounine pensait que ces organisations clandestines étaient à l'occasion nécessaires, il leur accordait une importance toute relative. Ce point de vue est attesté par une lettre qu'il écrivit à Becker en 1869, dans laquelle il parle d'une autre organisation, l'Alliance :

« Tu sais mieux que moi que certaines existences imaginaires sont très utiles et qu'il ne faut pas les dédaigner du tout. Tu sais que dans toute l'histoire il y a, sur un quart de réalité, trois quarts au moins d'imagination, et que ce n'est pas la partie imaginaire qui a agi de tout temps le moins puissamment sur les hommes ¹⁶. »

Les recherches montrent que Bakounine attachait peu d'importance à ces sociétés secrètes, dont le rôle fut monté en épingle par ses adversaires marxistes et par quelques auteurs en mal de romantisme. Certains historiens ne trouvent que ce qu'ils veulent bien chercher. Bakounine entendait bien plus diffuser ses idées par le canal de ses nombreuses relations personnelles que par l'intermédiaire de quelconques sociétés ésotériques.

Ross, sur ce point, fournit encore des indications intéressantes. Parlant des militants proches de Bakounine, il dit qu'il y avait là « un groupe de personnes qui concevaient les choses de la même manière et qui travaillaient pour une seule et même cause. Il nous arrivait d'appeler notre groupe "l'Alliance" tandis que Bakounine le nommait parfois "le sanctuaire" (...) Je répète une fois de plus que pendant mes six ou sept années de relations intimes avec Bakounine, Guillaume, etc., il n'y eut jamais rien entre nous qui pût donner l'impression d'une conjuration ou d'une société secrète ¹⁷. »

C'est probablement James Guillaume qui donne la définition la plus claire de la façon dont Bakounine concevait l'organisation des révolutionnaires :

« Ce qui me frappa surtout dans les explications qu'il [Bakounine] me donna, c'est qu'il ne s'agissait point une association du type classique des anciennes sociétés secrètes, dans laquelle on dût obéir à des ordres venus d'en haut ; l'organisation n'était autre chose que le libre rapprochement d'hommes qui s'unissaient pour l'action collective, sans formalités, sans

¹⁶ Lettre à J.Ph. Becker du 4 décembre 1869. Cité par Ribeill, *Socialisme autoritaire ou libertaire ?* 10/18, n° 993.

¹⁷ *Bakounine et les autres*, p. 284.

solennité, sans rites mystérieux, simplement parce qu'ils avaient confiance les uns dans les autres, et que l'entente leur paraissait préférable à l'action isolée¹⁸. »

Ross lui-même fait partie de ceux que Bakounine mit à l'épreuve. Lors de sa rencontre avec le Russe, il avait déjà un passé révolutionnaire confirmé, ce qui ne l'avait pas empêché, selon ses propres dires, de faire un « noviciat » d'une année. L'Alliance, société « secrète » de Bakounine et de ses amis, n'était rien d'autre qu'un embryon de parti dont la fonction était de regrouper les cadres révolutionnaires et de coordonner leur activité de propagande et d'organisation. A ce titre, l'Alliance était d'une réelle efficacité. Son plus grand titre de gloire est sans doute la création de la section régionale espagnole de l'AIT. En novembre 1868 l'anarchiste italien Giuseppe Fanelli arrive en Espagne pour y répandre les idées de l'Internationale, et en particulier celles de Bakounine. En juin 1870 se tient à Barcelone un congrès dont les délégués représentent quarante mille travailleurs, lors duquel est constituée la fédération ouvrière régionale d'Espagne.

Du radicalisme bourgeois au socialisme

C'est Marx, rappelons-le, qui, lors d'un séjour que fit Bakounine à Londres après son évasion de Sibérie en 1861, demanda à rencontrer le fugitif. Il voulait demander à Bakounine d'adhérer à l'Internationale et espérait son soutien contre Mazzini. Bakounine ne se décide pas à joindre l'AIT, ayant à ce moment-là d'autres projets. Par ailleurs, il n'a pas grande confiance en Marx qu'il soupçonne d'être à l'origine des ignobles calomnies qui ont circulé sur son compte pendant ses douze années de captivité. A Paris, il revoit Proudhon, malade et qui mourra peu après. Bakounine passe les années suivantes en Italie, où il jouera un rôle déterminant dans l'organisation du mouvement socialiste¹⁹. Il s'installe à Florence, puis dans les environs de Naples. Les prises de position qu'il

¹⁸ *Bakounine et les autres*, p. 267.

développe à cette époque sont étroitement liées aux conditions particulières de la politique italienne.

A peine unifié, le royaume subit une crise politique, économique et sociale profonde. Le problème de la réforme agraire dans le Sud semble explosif. Les positions de Mazzini commencent à être sourdement remises en cause, bien que Bakounine ne se risque pas encore à l'attaquer publiquement. L'opposition entre les deux hommes reste courtoise ; Bakounine, en effet, sera toujours reconnaissant à l'Italien d'avoir été l'un des rares à le soutenir contre les calomnies de Marx et son entourage pendant son emprisonnement.

Jusqu'en 1869, les principes qui régissent l'action de Bakounine sont : le ralliement des éléments radicaux de la bourgeoisie à la cause du prolétariat et la constitution d'organisations clandestines. Son organisation secrète est alors la Fraternité, dans laquelle se trouvent tous les ingrédients des sociétés secrètes : serments, signes secrets, etc. Bakounine, qui était resté en relations avec Marx, servait selon ce dernier à préparer des « contre-mines contre M. Mazzini »²⁰. En d'autres termes, Bakounine était l'allié de Marx contre Mazzini. Le 7 février 1865, Bakounine décrit à Marx, qu'il appelle « carissimo », la situation en Italie en des termes un peu désabusés :

« La grande majorité des Italiens, démoralisés par le fiasco complet et par les erreurs du parti démocratique, centraliste et unitaire, est maintenant fortement malade de scepticisme et de lassitude. Seule la propagande socialiste, passionnée, énergique et conséquente, peut encore ramener dans ce pays la vie et la volonté. Mais pour cela il faut du temps²¹. »

¹⁹ Cf. Robert Paris, « Bakounine en Italie ou le socialisme italien face à ses origines » in *Bakounine, combats et débats*, Institut d'études slaves, 1979. Egalement : T.R Ravindranathan, *Bakounine & the Italians*, McGill-Queen's university Press, Kingston and Montreal, 1988.

²⁰ Lettre de Marx à Engels, 11 avril 1865.

²¹ Cité par Robert Paris, « Bakounine en Italie ou le socialisme italien à ses origines », in *Bakounine, Combats et débats*.

Il faudra encore plusieurs années pour que l'activité de Bakounine commence à porter ses fruits. Il quitte Florence pour Naples, où il séjournera de 1865 à 1867 ; la situation y est plus favorable à son action politique. Il noue des contacts, rallie à lui des mazziniens déçus et d'anciens compagnons de Pisacane qui fondent un hebdomadaire socialiste qui publiera des articles du révolutionnaire russe. Les deux années que ce dernier passe à Naples sont importantes parce que deux événements marquants eurent lieu : pour la première fois le Russe manifeste son opposition ouverte avec Mazzini ; et pour la première fois aussi il publie un texte qui ne porte pas sur les problèmes slaves, *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme*.

Le rôle joué par Bakounine dans la naissance du mouvement socialiste italien est incontestable ; il a secoué l'immobilisme dans lequel était tombée la jeunesse radicale influencée par Mazzini. Il a proposé des perspectives d'action et d'organisation grâce à la propagande en faveur de l'Internationale, dont il n'était pourtant pas encore adhérent.

La période de l'évolution politique de Bakounine pendant laquelle il pense pouvoir rallier au socialisme les bourgeois radicaux se situe pour une part en Italie (1865-67) et pour l'autre en Suisse (1867-69). En septembre 1867 a lieu à Genève le congrès de la Ligue de la Paix et de la liberté, à l'initiative de démocrates et de pacifistes européens inquiets devant les menaces de guerre entre la Prusse et la France.

Bakounine avait adhéré à cette organisation pour, dit-il, y « faire prévaloir les idées socialistes ». Il devient membre du comité central de cette organisation qui, en juin 1867, vote une déclaration. Bien que la Ligue soit composée surtout de représentants de la bourgeoisie radicale ou libérale, cette déclaration de principes contient des points dont il ne faut pas sous-estimer le caractère progressiste pour l'époque. La Ligue affirme, en effet, que « la religion, affaire de conscience individuelle, doit être éliminée des institutions politiques ainsi que de l'enseignement public, afin que les Églises ne puissent plus entraver le libre développement de la société ».

La Ligue appelle également à la constitution des États-Unis d'Europe fondées sur « des institutions populaires ayant pour lien la fédération, pour élément l'égalité des droits de l'individu ainsi que l'autonomie des communes et des provinces dans le règlement de leurs intérêts respectifs ».

Le révolutionnaire russe avait fait adopter un troisième paragraphe appelant à un changement radical du système économique et social pour arriver « à une répartition équitable des richesses, du travail, du loisir, de l'instruction, condition essentielle de l'affranchissement des classes ouvrières et de l'abolition du salariat ». Le texte se conclut par un rejet de toute tentative de réforme « faite par un pouvoir despotique quelconque ». Cependant, il restait à faire adopter ce texte par le congrès.

A ce moment-là, l'idée de Bakounine était de rapprocher la Ligue de la paix et de la liberté et l'AIT, dont il s'était fait admettre comme membre en juillet 1868, à la section de Genève.

L'Internationale devait tenir son troisième congrès à Bruxelles du 6 au 12 septembre 1868, tandis que la Ligue de la paix devait tenir le sien le 21 septembre. Bakounine fit inviter l'Internationale au premier congrès de la Ligue, qui devait se tenir à Berne.

Le congrès de Bruxelles de l'Internationale aborda l'affaire et une majorité de délégués rejeta l'invitation. Ils estimèrent que la Ligue n'avait pas lieu d'exister et que les membres qui se rendraient au congrès de la Ligue le feraient à titre individuel. L'Internationale ne fermait cependant pas la porte : dans une résolution, elle invitait les membres de la Ligue à « se faire recevoir dans l'une ou l'autre section de l'Internationale ».

Cependant, des membres parisiens de l'AIT, qui étaient à ce moment-là en prison, adressèrent au congrès de Berne de la Ligue une adresse dans laquelle ils ne reconnaissaient pas la décision de l'AIT. Ils disaient notamment « qu'au point de vue de la liberté dont nous poursuivons la conquête, le droit de se croire la seule expression des aspirations d'une époque ne peut appartenir à aucune association isolée ». Les Parisiens reconnaissaient l'utilité de la Ligue « à côté de l'Association internationale des travailleurs »,

estimant que « la diversité des éléments respectifs qui les composent s'oppose à leur fusion ».

La Ligue demande à Bakounine des comptes pour ce « refus mortifiant ».

Dans une lettre au président de la Ligue, Bakounine proteste qu'il ait jamais voulu « noyer » celle-ci dans l'AIT. Il prend fait et cause pour la Ligue contre la méfiance manifestée à son égard par l'AIT. Il laisse entendre que l'opposition de l'AIT n'est pas représentative des sentiments de la masse des ouvriers et qu'elle ne provient que de la « malveillance d'une certaine coterie », qu'il ne nomme pas. Bakounine réaffirme le droit à l'existence de la Ligue. Mais, ajoute-t-il, quelque désagréable que soit l'attitude de l'AIT à notre égard, nous ne pouvons méconnaître la portée de son action, nous ne pouvons que souhaiter qu'elle « finisse par embrasser toutes les associations ouvrières de l'Europe et de l'Amérique ». Bakounine ajoute même que « nous devons y coopérer de tous nos efforts parce qu'elle seule constitue aujourd'hui la vraie puissance révolutionnaire qui doit changer la face du monde ». Il fixe enfin la tâche qui doit incomber à la Ligue : poser les questions, préparer la voie politique pour arriver à la « complète solution de la question sociale elle-même ». Pour ce faire, il faut que la Ligue accepte le programme de l'AIT : abolition de la propriété privée, collectivisation des moyens de production.

La seconde partie de la lettre contredit de toute évidence la première. Il est peu probable que Bakounine ait jamais pensé que les bourgeois de la Ligue se rallieraient à la tâche de direction politique du mouvement ouvrier qu'il leur proposait, et encore moins à la collectivisation des moyens de production.

Lors du premier congrès, déjà, l'intervention de Bakounine avait été jugée trop extrémiste. Au second congrès, il réaffirme ses prises de positions collectivistes et anti-étatiques : c'était la première fois que ses positions anarchistes étaient publiquement affirmées. La motion de Reclus, soutenue par Bakounine, est rejetée à 77 voix contre 36. Suivi par une petite minorité, celui-ci démissionne. « L'outil avait été essayé, écrit-il alors, il se révéla inefficace, il fallut

le jeter et en chercher un autre. Ce fut l'Association internationale des travailleurs ²². »

L'apparente naïveté des positions de Bakounine au sein de la Ligue reste inexplicable si on n'a pas à l'esprit qu'il était, comme Proudhon, d'ailleurs, franc-maçon, qu'il occupait dans la franc-maçonnerie des fonctions élevées et que la Ligue de la paix était largement inspirée par la franc-maçonnerie. Bakounine était « trente-troisième », la fonction la plus élevée dans ce mouvement. Lorsque, après la création de l'Alliance, Bakounine dédicacera une photographie « au vénérable frère Meuron, patriarche du Locle, son frère et ami M. Bakounine », il est certain qu'il ne faille pas prendre les mots « vénérable » et « frère » dans le sens profane.

Son activité des années précédentes, en Italie puis en Suisse, n'a de sens que dans cette perspective : il pensait, à travers la franc-maçonnerie, constituer un mouvement européen à caractère socialiste. La déclaration de la Ligue mentionnée ci-dessus contient le même programme que ce qu'on peut lire dans des « fragments » que Bakounine écrivit en Italie sur la franc-maçonnerie entre l'été et l'automne 1865 – question qui mériterait d'être développée.

Ce n'est d'ailleurs qu'après sa démission de la Ligue qu'on trouve les analyses extrêmement critiques de Bakounine sur la franc-maçonnerie, en particulier dans le texte intitulé « Aux compagnons de l'Association Internationale des Travailleurs de Locle et de la Chaux-de-Fonds », daté de février 1869, où il l'accuse notamment d'être une « vieille intrigante radoteuse ».

L'Alliance

Aussitôt après sa démission de la Ligue, Bakounine crée, le 28 octobre 1868, l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, qui regroupe 84 membres, parmi lesquels les principaux membres d'une société secrète qu'il avait constituée en 1864, la Fraternité internationale, qui avait joué un rôle décisif dans la diffusion du

²² « L'Alliance internationale des sociaux-révolutionnaires », 1873. Pour l'anecdote, 36 voix contre 77 représentent tout de même 31 %...

socialisme en Italie. Le 21 novembre, la section genevoise de l'Alliance est constituée.

Mis au courant, Marx écrit à un réfugié russe de Genève, Serno, pour obtenir des informations. Serno était un proche de Bakounine et le mit au courant de la démarche. Celui-ci écrivit alors à Marx, le 22 décembre 1868, une lettre où il rend hommage à l'action que son correspondant a menée depuis vingt ans ; il rappelle qu'il a fait des « adieux solennels et publics » aux bourgeois de la Ligue et affirme qu'il ne connaît désormais « plus d'autre société, d'autre milieu que le monde des travailleurs » ; « ma patrie, maintenant, ajoute-t-il, c'est l'Internationale, dont tu es l'un des principaux fondateurs. Tu vois donc, cher ami, que je suis ton disciple, et je suis fier de l'être. »

C'est donc à la fin de l'année 1868 qu'on peut dater le ralliement réel et exclusif de Bakounine à la cause du mouvement ouvrier et qu'on peut définir son activité comme proprement « anarchiste ». Il est symptomatique que cela se fasse sous la forme d'une lettre à Marx. Bakounine avait joint à sa lettre le programme de l'Alliance nouvellement constituée, dont il espérait que le Conseil général de l'AIT accepterait l'adhésion. Là se trouve en réalité le but réel de sa démarche.

Si Marx s'était adressé à Serno, c'est parce que celui-ci avait, auparavant, attaqué Bakounine. C'est en effet ce qui apparaît dans une lettre de Marx à Engels : « Je pensais utiliser ce jeune homme pour m'informer sur Bakounine » ; et il se plaint : « Le Russe Serno n'eut rien de plus pressé que de communiquer ma lettre à B[akounine] et B[akounine] s'en servit pour faire une entrée sentimentale²³. »

Marx ne fut donc pas dupe une seconde des protestations de ralliement de Bakounine. L'AIT refusa l'adhésion de l'Alliance ; celle-ci fut dissoute le 22 juin 1869 et ses sections devinrent des sections de l'AIT.

En septembre 1868, une révolution avait chassé la reine Isabelle en Espagne. Après sa démission de la Ligue de la paix et de la

²³ Cité par Ribeill, *op. cit.*, p. 77.

démocratie, Bakounine, revenu à Genève, s'était consacré activement à diffuser les idées de l'Internationale. A son instigation, le comité central de l'AIT de Genève envoya, le 21 octobre 1868, une Adresse aux ouvriers espagnols dans laquelle on reconnaît de nombreux points du programme de l'Alliance. On y lit notamment que « la liberté sans l'égalité politique, et cette dernière sans l'égalité économique, n'est qu'un leurre ».

« Les déshérités de la société actuelle, ayant une même cause à défendre et comprenant la nécessité de s'unir, ont fondé en Europe et en Amérique, à travers et malgré les frontières créées par nos oppresseurs, l'Association internationale des travailleurs. Le but de cette formidable association, c'est le triomphe de la cause du travail contre le privilège, contre le capital monopolisé et contre la propriété héréditaire, institution inique garantie par l'Etat, institution anarchique²⁴ s'il en fut, puisqu'elle perpétue et développe l'inégalité des conditions, source de désordre social. (...) Frères d'Espagne, venez adhérer en masse à notre œuvre (...) Ne vous laissez pas tromper par les exploiters éternels de toutes les révolutions, ni par les généraux, ni par les démocrates bourgeois (...) Rappelez-vous surtout que le peuple n'obtient jamais que les réformes qu'il arrache, et que jamais, dans aucun pays, les classes dominantes n'ont fait de concessions volontaires²⁵ ... »

En novembre, Giuseppe Fanelli – un des fondateurs de l'Alliance – se rend en Espagne. Ainsi fut créée une section de l'AIT à Madrid, puis une autre à Barcelone en mai 1869. La quasi-simultanéité de la création des sections espagnoles de l'AIT – le plus beau fleuron de

²⁴ L'utilisation du mot « anarchiste » dans ce sens pourra surprendre le lecteur. Bakounine parle dans le même texte de « l'iniquité et l'anarchie de la civilisation bourgeoise ». Le mot était alors rarement employé dans le sens de doctrine politique. Bakounine se définissait comme « socialiste révolutionnaire » ou « collectiviste ». C'est la raison pour laquelle je mets le qualificatif d'« anarchiste » entre guillemets lorsque j'évoque la doctrine politique à laquelle se réfère le révolutionnaire russe.

²⁵ Cité par James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, éd. Lebovici, I, p. 91.

l'Internationale – et du départ orchestré de la Ligue de la Paix laisse penser qu'il n'y avait là rien de fortuit. Et que la tentative d'orienter la Ligue dans un sens nettement socialiste avait été faite sans illusion, comme un dernier baroud d'honneur en direction de la bourgeoisie radicale.

Une semaine après la rédaction de l'Adresse aux ouvriers espagnols, se crée à Genève le bureau central de l'Alliance de la démocratie socialiste, avec un groupe local constitué de 85 membres, « des deux sexes » précise James Guillaume. Il s'agissait de réunir « les éléments les plus avancés, pour les occuper à des discussions théoriques sur les principes du socialisme ». James Guillaume estime que c'était une tentative mort-née : « Le petit cénacle, dit-il, ne réussit pas, malgré ses efforts, à attirer la masse ouvrière à ses séances publiques ; mais il n'en suscita pas moins des jalousies et des défiances ; et il devait fournir quelques mois plus tard, à certains pêcheurs en eau trouble, un prétexte bienvenu pour fomenter la discorde dans l'Internationale à Genève et favoriser les intrigues de ceux qui voulaient détruire ou exploiter l'organisation naissante du parti du travail ».

Une divergence apparut au sein de l'Alliance dès le début. Les Français et les Italiens souhaitaient que l'Alliance ait une existence publique et que les adhésions soient collectives. Bakounine était tout à fait opposé à ces positions : il souhaitait maintenir le caractère clandestin de l'organisation et les adhésions individuelles. Il avait mis en garde ses amis contre les réactions du Conseil général.

Le groupe genevois de l'Alliance demanda au comité central des sections de Genève son adhésion à l'Internationale. La question fut examinée par le Conseil général de Londres en décembre. C'est à cette époque que Bakounine envoya à Marx la lettre dans laquelle il se déclare son « disciple ». Le Conseil général refusa l'adhésion de l'Alliance et rédigea une résolution exposant ses raisons : l'argumentation était à peu près la même que celle qui avait motivé les positions de l'AIT concernant la Ligue. Marx décida que cette lettre ne devait pas être publiée, inaugurant ainsi le système des « communications confidentielles » qui allaient devenir une norme.

Lorsque la réponse négative du Conseil général de Londres parvint à Genève, il devint évident que le groupe genevois de l'Alliance ne pouvait plus faire partie de la fédération locale des sections de Genève. « Il était évident, dit James Guillaume, que le raisonnement employé au congrès de Bruxelles contre la Ligue de la paix s'appliquait avec la même force contre l'Alliance internationale de la démocratie socialiste : puisque cette Alliance avait le même but et les mêmes principes que l'Association internationale des travailleurs, elle n'avait nulle raison d'être comme organisation internationale spéciale²⁶. » Bakounine reconnut d'autant plus volontiers l'argument qu'il avait voulu éviter, à Berne, que l'Alliance apparaisse comme une organisation rivale de l'AIT.

Voici comment il raconte l'histoire :

« Lorsque lecture fut faite de cet acte au sein du Bureau de l'Alliance, personne ne s'éleva avec tant de véhémence contre lui que le fougueux vieillard J. Philippe Becker.

« Il nous déclara tout d'abord que ces résolutions étaient parfaitement illégales, contraires à l'esprit et à la lettre des statuts de l'Internationale ; ajoutant que nous avions le droit et le devoir de passer outre, et traitant le Conseil Général de tas d'imbéciles qui ne sachant rien faire eux mêmes, voulaient seulement empêcher les autres de faire.

« Les deux membres qui maintinrent le plus opiniâtrement contre lui la nécessité de s'entendre avec le Conseil Général, étaient Perron et Bakounine²⁷. Ils reconnurent tous les deux que les protestations du Conseil Général contre le Règlement de l'Alliance étaient parfaitement justes ; puisque d'après ce Règlement l'Alliance devait former au sein de l'Association Internationale des travailleurs, une Association Internationale nouvelle, indépendante de la première. Remarquez que dans ces résolutions, les seules que le Conseil Général jusqu'ici ait prises

²⁶ James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, p. 109.

²⁷ Dans ce « Rapport sur l'Alliance », Bakounine parle de lui-même à la troisième personne.

et publiées contre l'Alliance, ce qui est attaqué c'est le seul Règlement. Il n'y est nullement question du Programme qui du reste a été pleinement reproduit plus tard par les statuts de la Section de l'Alliance, approuvés à l'unanimité par le Conseil Général.

« Après un long débat, il fut unanimement décidé par le Bureau de l'Alliance que Perron, au nom de tous, se mettrait en correspondance avec le Conseil Général de Londres.

« A la suite de cette décision, le Compagnon Ch. Perron écrivit soit au Citoyen Eccarius, soit au Citoyen Jung, une lettre dans laquelle après lui avoir franchement exposé la situation et le véritable but de l'Alliance et après avoir raconté ce que des membres de l'Alliance avaient déjà fait pour la cause ouvrière en Italie, en France, en Espagne, aussi bien qu'à Genève, il le pria de faire, au nom du Bureau Central de l'Alliance au Conseil Général de Londres, la proposition suivante : l'alliance se dissoudra comme organisation internationale, son Bureau Central, représentant de cette Internationalité, cessera d'exister ; le Conseil Général voudra-t-il reconnaître les sections fondées par les membres de l'Alliance en Suisse, en Espagne, en Italie et en France, avec le programme de l'Alliance, comme des sections régulières de l'Internationale, ne conservant désormais d'autre lien commun que le programme, mais renonçant à toute autre organisation internationale que celles qu'elles trouveront dans la grande Association des travailleurs ? A ces conditions-là le Bureau Central promettait de n'épargner aucun effort pour persuader les sections de l'Alliance déjà établies dans différents pays à renoncer à tout ce qui dans leur constitution était contraire aux statuts de l'Internationale.

« Et en effet, sans perdre de temps, le Bureau Central écrivit dans ce sens à toutes les Sections de l'Alliance, leur conseillant de reconnaître la justesse des résolutions du Conseil Général.

« Je remarquerai en passant que cette proposition du Bureau Central rencontra la plus forte opposition dans le Groupe Genevois et précisément parmi les membres qui nous combattaient et nous calomniaient avec tant d'acharnement aujourd'hui : Becker,

Guétat, Duval, H. Perret et bien d'autres encore, dont je me rappelle bien les figures, pas les noms. Becker fut le plus grand récalcitrant. Il déclara à maintes reprises différentes que seul le groupe de l'Alliance représentait la véritable Internationale à Genève et que le Conseil Général en nous refusant manquait à tous ses devoirs, transgressait ses droits et ne prouvait qu'une chose, son incurable stupidité. Après Becker Guétat et Duval, qui ont toujours leur petit discours stéréotypé sur la révolution dans leur poche, furent les plus violents. Mr H. Perret se montra plus prudent... mais il partagea leur avis. – Enfin il fut décidé aussi par le groupe de Genève qu'on attendrait la réponse définitive du Conseil Général. »

Le bureau de l'Alliance décida, conclut Bakounine, « de se conformer aux observations du Conseil général, qui lui paraissaient justes ». (« Rapport sur l'Alliance », 1871.) On voit que dans cette affaire, Bakounine fut un élément modérateur...

Lors du congrès de Bruxelles, de fortes amitiés s'étaient nouées entre militants belges et suisses, et ces derniers avaient exposé les positions de l'Alliance. Lorsque la décision du conseil général fut connue, ces militants adressèrent une lettre à l'Alliance de Genève au nom du Conseil général belge. Le tiers de la lettre est consacré à réaffirmer l'accord des Belges sur le contenu du programme de l'Alliance. « Ce n'est donc point votre programme que nous attaquons. Ce que nous ne pouvons approuver, ce que nous regrettons, c'est que, pour poursuivre ce programme, vous ayez cru devoir fonder une branche à part, au lieu de rester confondus dans la grande masse populaire qui compose l'Association internationale des travailleurs. »

Lorsque l'Alliance de Genève reçut le courrier de Belgique, daté du 16 janvier 1869, Bakounine avait déjà compris la nécessité de dissoudre l'organisation. Mais le texte du Conseil général belge est intéressant parce que Bakounine va en tirer les leçons et va en intégrer l'argumentaire dans ses propres conceptions. Il tire rapidement les leçons de ses erreurs.

- Ainsi la lettre des Belges reproche à l'Alliance d'avoir voulu « faire un pas en avant en affichant un programme plus avancé, plus radical peut-être que celui de certaines sections ». Or Bakounine défendra avec acharnement l'idée qu'il est nécessaire que l'AIT développe progressivement son propre programme par le débat au sein de ses structures.

- La lettre reproche à l'Alliance de vouloir « amener une scission au sein de notre l'Association internationale des travailleurs ». Bakounine insistera sur l'unité réelle des travailleurs fondée sur la lutte quotidienne contre le capital.

- La lettre déclare que si l'Alliance développe « un programme particulier, demain, tels autres feront la même chose ». Bakounine dira que la multiplication des programmes fera qu'il y aura « autant d'Internationales qu'il y a de programmes différents ».

- La lettre reproche aux membres de l'Alliance de se constituer en « guides moraux du reste des travailleurs » ; Bakounine luttera contre ceux qui se prétendent les guides du prolétariat : il se déclarera « ennemi en général de toutes les formes possibles de la tutelle *bienfaisante* exercée de bas en haut, par des minorités *intelligentes* sur les masses populaires »²⁸.

La lettre des Belges se conclut ainsi :

« Quelle que soit l'amitié qui nous lie spécialement avec ceux d'entre vous que nous avons vus au Congrès de Bruxelles, nous devons vous déclarer que nous avons approuvé sans réserve les résolutions prises par le Conseil général de Londres à l'égard de votre Alliance. »

Cette lettre est particulièrement importante car Bakounine va reprendre dans les années qui suivent l'ensemble des thèmes qu'elle aborde et les développer à satiété. Plus que la lettre que Bakounine écrivit à Marx, on peut dire que c'est celle qu'il reçut du Conseil général belge – dont César de Paepe²⁹ fut un élément déterminant – qui va « déclencher » son anarchisme.

²⁸ Lettre à Anselmo Lorenzo, 7 mai 1872.

²⁹ De Paepe sera sans doute celui qui donnera la définition la plus claire de la société

En janvier 1869 a lieu un congrès de la Fraternité internationale, qui avait été fondée en 1864, et qui se solda par la démission de Bakounine. Peu après, la Fraternité est dissoute³⁰. Parmi les motifs de la dissolution, il semble que se trouvent des incidents provoqués par Élie Reclus et Aristide Rey pendant le voyage de Fanelli en Espagne, et qui avaient gêné sa mission.

« Quelques-uns des nôtres sont allés en Espagne, et au lieu de s'attacher à grouper les éléments socialistes qui, nous en avons la preuve matérielle, sont déjà assez nombreux et même assez développés dans les villes comme dans les campagnes de ce pays, ils y ont fait beaucoup de radicalisme et un peu de socialisme bourgeois. (...) Ces frères, oublieux du but qu'ils poursuivaient ou qu'ils étaient censés poursuivre, ont embrassé la cause de ce pauvre républicanisme bourgeois qui s'agit avec tant d'impuissance et de bruit en Espagne³¹... »

La dissolution de la Fraternité ne troubla pas outre mesure Bakounine, qui estimait qu'elle était « formée d'hommes dont la plupart se croient si peu engagés qu'ils se sont crus en droit d'agir en opposition aux devoirs imposés à chaque frère par les principes et les statuts de la Fraternité » – allusion à Reclus et Rey. L'organisation n'était pas un but en soi, elle n'était qu'un moyen. La Fraternité avait fait son temps, des choses sérieuses étaient en cours, et on verra que Bakounine avait raison de se préoccuper prioritairement de ce qui se passait en Espagne.

Le 20 mars 1869, le Conseil général répondit au bureau central de l'Alliance qu'il n'y avait pas d'objection à ce qu'il développe son propre programme et que les sections de l'Alliance pouvaient se convertir en sections de l'Internationale.

sans Etat. Cf. *infra*, « Prolétariat et organisation ».

³⁰ Lettre ouverte du bureau central de la Fraternité datée de mars 1869.

³¹ *Ibid.*

La lettre fait cependant une réserve sur l'expression « égalisation des classes », suggérant qu'il s'agit d'un lapsus pour « abolition des classes » : il est demandé de rectifier cette erreur.

Le bureau central se dissout et les groupes de l'Alliance se transforment en sections régulières de l'Association internationale des travailleurs. La section de Genève modifie ses statuts en avril 1869. Les nouveaux statuts incluent dans une première partie les « statuts généraux de l'Association internationale des travailleurs adoptés par le congrès de Genève de 1866 », suivis du « programme de la section de l'Alliance de la Démocratie Socialiste, à Genève ».

Le règlement de la section dispose dans son article 1 que « le groupe genevois de l'Alliance de la démocratie socialiste, voulant appartenir exclusivement à la grande Association internationale des travailleurs, constitue une section de l'Internationale, sous le nom de *l'Alliance de la Démocratie Socialiste*, mais sans autre organisation, bureaux, comités et congrès, que ceux de l'Association internationale des travailleurs. »

Le 28 juillet 1869, le Conseil général de Londres reconnaît à l'unanimité la section de l'Alliance de Genève en tant que section régulière de l'Internationale. Le 31 juillet, la section de l'Alliance décide d'envoyer à Londres des cotisations pour 104 adhérents. Il restait à la nouvelle section de se faire admettre dans la fédération cantonale genevoise, hostile, et qui, le 16 août, finira par refuser l'adhésion.

Le 13 août, Bakounine fait savoir au comité de la section de l'Alliance son intention de quitter Genève aussitôt après le congrès de Bâle.

La situation s'était fortement dégradée au sein de la section genevoise de l'AIT. En effet, la composition sociale de cette section était très hétérogène. L'élément de base était constitué à l'origine par les ouvriers de la « Fabrique » : on appelait ainsi les ouvriers horlogers très intégrés à la bourgeoisie, partisans des alliances électorales avec celle-ci. Dans cette même section se trouvaient également les ouvriers du bâtiment, peu qualifiés, la plupart du temps

étrangers et surexploités. Les seconds étaient mal vus par les premiers qui leur faisaient sentir qu'ils n'étaient pas citoyens suisses.

« Le Cercle était devenu peu à peu une institution exclusivement genevoise, gouvernée et administrée par les Genevois seulement, et où les ouvriers en bâtiment pour la plupart du temps étrangers, étaient considérés et finirent par se considérer eux-mêmes comme tels. Souvent, trop souvent les citoyens genevois de la Fabrique leur firent entendre ces mots : “Ici nous sommes chez nous, vous n’êtes que nos hôtes”. L’esprit genevois, esprit bourgeois-radical, excessivement étroit comme on sait, finit par y dominer tout à fait – il n’y avait plus de place ni pour la pensée de l’Internationale, ni pour la fraternité internationale. Il en résulta ceci, que peu à peu les ouvriers en bâtiment, fatigués de cette position subordonnée, finirent par ne plus aller dans le Cercle, qui aujourd’hui est devenu en effet une institution exclusivement genevoise ³². »

Tout naturellement, les ouvriers les plus exploités se rapprochèrent de ceux des militants de l’Internationale qui étaient prêts à les écouter. Ainsi se trouvait justifiée l’existence de l’Alliance comme section de l’Internationale. Là se trouve la première cause de l’hostilité de la Fabrique : les dirigeants de la Fabrique commencèrent à s’inquiéter lorsqu’ils se rendirent compte que l’Alliance ne se contentait pas d’être « une sorte d’académie » et que celle-ci n’entendait pas « faire de la théorie en pure perte » mais au contraire étudier les principes et l’organisation de l’Internationale. Ils s’inquiétaient de voir l’Alliance exercer sur les ouvriers du bâtiment une attraction qui risquait de les soustraire à leur influence.

L’internationale de Genève était en somme partagée en deux tendances, celle du « socialisme et du radicalisme bourgeois représentée par la Fabrique », et celle du « socialisme révolutionnaire soutenue par le juste instinct des ouvriers en bâtiment » ³³. Ces deux

³² Bakounine, *Rapport sur l’Alliance*, 1871.

³³ *Ibid.* Jusqu’à indication contraire, les citations qui suivent sont extraites du *Rapport sur l’Alliance*.

tendances se combattaient dans chaque assemblée, avec une légère prédominance pour les socialistes révolutionnaires, grâce à la majorité des ouvriers en bâtiment. La contrepartie de ce constat est que les meneurs de la fabrique goûtaient peu les assemblées générales, qui avaient permis de déjouer quelques-unes de leurs intrigues, et leur préféraient les comités secrets.

D'ailleurs, les assemblées générales elles mêmes n'apportaient pas grand chose, car c'était toujours les mêmes meneurs des deux camps qui parlaient « et qui répétaient leurs discours plus ou moins stéréotypés », la majorité se taisant. « On effleurait toutes les questions, on en relevait avec plus ou moins de bonheur le côté sentimental, dramatique, laissant toujours intact leur sens profond et réel. C'étaient des feux d'artifice qui éblouissaient quelquefois, mais qui ne réchauffaient ni n'éclairaient personne, toujours replongeant au contraire le public dans une nuit plus profonde ». C'est ce qui explique que Bakounine qui, par ailleurs, n'hésitait pas à parler devant de grandes assemblées, préférait les réunions de vingt à trente personnes.

La description de la dérive bureaucratique de la section genevoise par Bakounine est intéressante en ce sens qu'elle est peut-être la première du genre et qu'elle montre que le mouvement ouvrier est parcouru par d'étonnantes constantes.

La section centrale de Genève fut tout d'abord constituée en majorité par les ouvriers du bâtiment. Ce fut la section fondatrice de l'Internationale à Genève et c'était, par définition, une structure interprofessionnelle. Quelques ouvriers de la Fabrique y avaient adhéré. « Pendant bien longtemps ce fut le franc socialisme instinctif des ouvriers en bâtiment qui y domina. C'était une section bien unie ; la fraternité n'y était pas encore devenue un vain mot, c'était une réalité. »

La grande grève des ouvriers du bâtiment de 1868 dut son succès, Bakounine le reconnaît bien volontiers, au soutien des ouvriers de la Fabrique, qui entrèrent alors en masse dans la section centrale en y apportant « leur esprit bourgeois-radical, politique, genevois ». Dès lors, la section centrale se trouva divisée en deux parties. Les

Genevois y étaient tout d'abord minoritaires, mais, dit Bakounine, ils « étaient organisés, tandis que les ouvriers en bâtiment étaient complètement désorganisés ». Par ailleurs, les ouvriers du bâtiment étaient « paralysés » par la reconnaissance qu'ils devaient aux « ouvriers-citoyens de la Fabrique » pour le rôle décisif qu'ils avaient joué dans la grève du bâtiment.

Pendant un temps, les deux courants s'équilibrèrent, mais peu à peu se formèrent des sections de métier (en fait des syndicats professionnels) et les ouvriers du bâtiment n'eurent pas les moyens de payer à la fois les cotisations à leur section de métier et celles de la section centrale (l'équivalent de l'union locale) : ils se retranchèrent dans leur section de métier. Ainsi la section centrale devint « une section exclusive de citoyens genevois ».

On constate donc que l'Internationale était constituée de deux types de structures : la section centrale, interprofessionnelle, correspondant à nos unions locales ou départementales, et la section de métier, correspondant aux syndicats. Ces deux structures joueront aux yeux de Bakounine des rôles différents mais complémentaires, et l'observation de leur fonctionnement sera déterminant dans l'élaboration de sa théorie de l'organisation.

Dans le contexte genevois, les ouvriers du bâtiment se trouvaient par la force des choses cantonnés à leurs sections de métiers dans lesquelles les ouvriers du bâtiment ne se réunissaient que pour régler les affaires courantes.

« Dans ces réunions il ne put y avoir de place pour la discussion des principes ; et ce qui pis est, peu à peu les sections de métier s'habituaient à borner leur rôle, leur action, au simple contrôle des dépenses, laissant tout le reste aux soins de leurs Comités, qui devinrent en quelque sorte permanents et omnipotents ; ce qui eut pour résultat naturel d'annuler les sections au profit de ces comités »

Ces comités étaient composés de membres inamovibles qui finirent par se considérer comme « autant de dictatures collectives de l'Internationale, décidant sur toutes les questions », tenant leurs réunions à huis clos et formant « le gouvernement invisible, occulte,

et a peu près irresponsable de toute l'Internationale de Genève ». Ainsi Bakounine nous fournit une analyse de première main, vue quasiment de l'intérieur, du phénomène de bureaucratisation d'une structure ouvrière.

L'Alliance s'attela à la tâche de combattre cette tendance à faire de l'Internationale un « instrument politique du radicalisme bourgeois à Genève ». Bakounine récuse les accusations de comportements sectaires, affirmant que l'activité du groupe de l'Alliance s'est consacrée à « la discussion publique des principes de l'Internationale ». « Se réunissant une fois par semaine, il appelait tout le monde à ces discussions, s'efforçant à faire parler précisément ceux qui dans les Assemblées générales et dans les séances de la Section centrale se taisaient toujours. » Ces habitudes égalitaires déplurent à la section centrale. Devenant la section des ouvriers du bâtiment, la section de l'Alliance leur donna le moyen, « au grand déplaisir de la Fabrique sans doute, de formuler leur pensée et de dire leur parole » [*Je souligne*]. Bakounine ajoute : « Elle fit plus, elle leur donna le moyen de se connaître, de sorte qu'en peu de temps la section de l'Alliance présenta un petit groupe d'ouvriers convaincus et réellement unis entre eux. »

Il y avait cependant une autre raison à « l'antipathie prononcée des meneurs ambitieux de la Fabrique contre la Section de l'Alliance » :

« l'Alliance par son programme aussi bien que par tous les développements donnés plus tard à ce programme s'était résolument prononcée contre tout mariage adultère du socialisme révolutionnaire³⁴ du prolétariat avec le radicalisme bourgeois. Elle avait pris pour principe fondamental l'abolition de l'Etat avec toutes ses conséquences politiques et juridiques. Cela ne faisait pas du tout le compte de MM. les bourgeois-radicaux de Genève qui dès le fiasco qu'ils avaient essuyé dans les élections de novembre 1868 avaient commencé à songer à se faire de l'Internationale un instrument de lutte et de triomphe ; ni celui

³⁴ On notera qu'à plusieurs reprises Bakounine, désignant le courant auquel il se réfère, ne parle jamais d'« anarchisme » mais de « socialisme révolutionnaire ».

non plus de certains meneurs de la Fabrique de Genève qui n'aspiraient à rien de moins qu'à monter au pouvoir à l'aide de l'Internationale. »

Le « Rapport sur l'Alliance » est un document destiné à expliquer le rôle joué par ce groupe au sein de l'Internationale et à montrer, face aux menées de Marx et de son entourage contre le révolutionnaire russe, qu'elle n'était pas une organisation fractionnelle et qu'elle a eu un rôle décisif dans l'expansion de l'Association internationale des travailleurs. Aussi Bakounine s'efforce-t-il de faire un bilan de l'activité du groupe, en particulier dans les autres pays européens. Il rappelle que ce furent des membres de l'Alliance qui fondèrent les premières sections de l'Internationale en Italie et en Espagne : Gambuzzi à Naples et dans la région, Friscia en Sicile, Fanelli à Madrid et à Barcelone. Le programme de l'Alliance a été accepté à Lyon, Marseille et Paris. Et remarquez bien, précise Bakounine, « tous ces compagnons, loin de vouloir organiser des sections à part hostiles ou seulement étrangères à l'Internationale, ont strictement obéi aux statuts de l'Internationale, et dans l'intérêt de l'organisation des forces ouvrières, ils ont recommandé partout, plus même que ne l'exigeaient ces statuts, la plus sévère subordination des sections nouvelles à la direction centrale du Conseil général siégeant à Londres. »

C'est également sous l'influence de l'Alliance « qu'a été formulée la première parole franchement socialiste-révolutionnaire qui se soit élevée du sein de Genève » : Bakounine fait allusion à l'adresse du comité central de Genève aux travailleurs d'Espagne.

C'est encore sous l'influence de l'Alliance que, malgré les intrigues de la Fabrique, Brosset, représentant des ouvriers du bâtiment « fut élu Président du Conseil fédéral institué par le Congrès romand tenu à Genève en janvier 1869, et que la majorité de ce Conseil fut composée d'ouvriers non genevois ».

C'est sous l'influence de l'Alliance que fut créé le journal *l'Égalité*, « le premier organe du franc socialisme révolutionnaire dans la Suisse romande » et que plus tard se modifia le programme du journal *le Progrès*, du Locle. « En un mot, on peut dire sans exagération aucune, que ce fut l'action immédiate de l'Alliance qui

posa pour la première fois le programme franchement socialiste-révolutionnaire à Genève et qui creusa un abîme entre le prolétariat et la bourgeoisie à Genève – abîme que tous les intrigants de l'Internationale ne parviendront plus jamais à combler. »

Lorsque le Conseil général de Londres fit savoir que l'Alliance était admise au sein de l'Internationale, dans les conditions par lui précisées, et que l'Alliance eut accepté ces conditions, les sections établies dans différents pays furent dissoutes. La section de Naples et la plupart de ses membres adhèrent individuellement à l'Association internationale des travailleurs. Il en fut de même pour les sections espagnoles et françaises. C'est ainsi, dit Bakounine, « que mourut d'une mort volontaire l'Alliance internationale de la démocratie socialiste. Voulant avant tout le triomphe de la grande cause du prolétariat et considérant l'Association internationale des travailleurs comme l'unique moyen pour atteindre son but, elle s'immola non par esprit de concession, mais par esprit de fraternité, et parce qu'elle s'était convaincue de la parfaite justice des résolutions que le Conseil général de Londres, en décembre 1868, avait publiées contre elle. »

Il y avait enfin un fondement programmatique important dans la bataille entre la tendance « radical-bourgeoise » et la tendance « socialiste révolutionnaire » dans l'Internationale genevoise. Dans leurs publications, les socialistes révolutionnaires, ou collectivistes, parlaient de « l'abolition des États, des frontières patriotiques et politiques », de l'abolition du droit d'héritage, de l'organisation de la propriété et du travail collectifs, ce qui ne pouvait évidemment convenir aux citoyens-ouvriers de Genève : « tout cela ne pouvait servir de pont pour unir en un seul parti les bourgeois-radicaux avec les Internationaux-bourgeois de Genève », dit Bakounine dans le Rapport sur l'Alliance. Les intrigues des comités de sections de la Fabrique aboutirent à la démission de Brosset, président du conseil fédéral et représentant des ouvriers du bâtiment.

Les deux questions de la question de la propriété collective et du droit d'héritage faisaient partie de celles qui devaient être discutées

au congrès de Bâle de l'Association internationale des travailleurs, « deux questions qui de tout temps eurent le don de mettre en fort mauvaise humeur les coryphées, les meneurs de la fabrique de Genève ». Déjà, au congrès de Bruxelles, la question de la propriété collective avait été discutée, ce qui avait déplu aux représentants de la Fabrique : ils étaient bien décidés cette fois à empêcher qu'on parle de ces deux questions à Bâle.

« C'était pour eux non seulement une nécessité de cœur et d'esprit, mais une nécessité de position politique. Ils s'étaient définitivement entendus et alliés avec la bourgeoisie radicale de Genève. On travaillait activement toutes les sections proprement genevoises, c'est à dire les ouvriers-citoyens de la Fabrique pour les grouper autour du drapeau radical dans les prochaines élections qui devaient avoir lieu en Octobre »³⁵.

Il fallait évidemment, dans cette perspective, empêcher toute discussion sur la question de l'héritage et de la propriété collective et éviter de « choquer la délicatesse de leurs nouveaux alliés les bourgeois-radicaux de Genève ». Aussi firent-ils nommer des commissions pour préparer des rapports sur toutes les questions, sauf ces deux questions brûlantes.

Lors d'une assemblée populaire, l'Alliance joua au trouble-fête et fit nommer des commissions pour présenter leur rapport à temps. Les collectivistes avaient pris soin de convoquer tous leurs partisans, ce qui fit que le Temple unique³⁶ était plein d'ouvriers du bâtiment. Les orateurs de la Fabrique se succédèrent à la tribune pour dire que « c'était un scandale, une inutile perte de temps, une action

³⁵ Rapport sur l'Alliance.

³⁶ Dans *Autour d'une vie*, Kropotkine écrit que les sections genevoises de l'AIT « se réunissaient alors dans le vaste Temple Unique, siège de la Loge maçonnique. Plus de mille personnes pouvaient trouver place les jours de réunion générale dans la vaste salle... » Les travailleurs y recevaient l'instruction gratuite d'un « très petit nombre d'hommes de la classe moyenne ». « C'était à la fois une université populaire et un forum populaire. » La franc-maçonnerie n'était pas tout à fait inutile. Kropotkine, cependant, émettra de sérieux doutes « sur la sincérité de l'agitation organisée au Temple Unique ».

subversive, que de venir proposer de pareilles questions à des ouvriers... qu'il fallait s'occuper de questions pratiques et réalisables, par exemple de la coopération bourgeoise, etc. » Ils furent néanmoins battus.

« L'Assemblée Générale décida à une immense majorité qu'on nommerait incessamment des Comités pour les deux questions déplaisantes – Bakounine fut élu pour le Comité sur la question d'héritage, Robin pour celui de la propriété collective. » (Rapport sur l'Alliance.)

La réponse de la Fabrique ne se fit pas attendre. Il avait été décidé que les frais des délégués du congrès de Bâle seraient mutualisés, ce qui était « évidemment dans les intérêts des sections des bâtiments, ces sections étant beaucoup moins riches que les sections de la fabrique ». Lors de l'Assemblée populaire qui suivit, les représentants de la Fabrique firent savoir qu'ils n'acceptaient de pratiquer cette mutualisation des dépenses que si on supprimait ces deux questions litigieuses sur l'héritage et la propriété collective.

Les orateurs de l'Alliance eurent beau jeu de protester avec indignation :

« Nous montâmes à la tribune pour expliquer aux ouvriers en bâtiment qu'en leur faisant une telle proposition on les insultait, on attentait à la liberté de leur conscience, à leur droit; que mieux valait pour eux n'envoyer qu'un seul délégué, ou même ne pas en envoyer du tout, que d'en envoyer cinq ou plus à des conditions qui leur seraient imposées au nom des sections de la Fabrique et qu'ils ne sauraient accepter. Alors les orateurs de la réaction revinrent à la tribune pour chanter l'éternelle refrain de l'union, si nécessaire pour constituer la force de la classe ouvrière; ils rappelèrent aux ouvriers en bâtiment la reconnaissance éternelle qu'ils devaient aux Citoyens genevois de la Fabrique pour le concours qu'ils leur avaient prêté dans la grande grève du printemps. Ils les prémunirent surtout contre certains étrangers, qui venaient semer la division dans l'Internationale Genevoise. A cela les étrangers – Brosset, Robin, Bakounine et d'autres

répondirent, qu'il ne pouvait y avoir d'étrangers dans l'Internationale ; que la reconnaissance et l'union étaient sans doute de fort belles choses, mais qu'elles ne devaient pas aboutir à l'asservissement, et que mieux valait se séparer que de devenir esclaves. Cette fois la victoire fut encore à nous. Les questions et leurs comités furent maintenus à une immense majorité.» (Rapport sur l'Alliance.)

Finalement la Fabrique envoya un seul délégué avec mandat impératif de s'abstenir de voter sur les deux questions litigieuses ; les ouvriers du bâtiment réunis aux tailleurs et aux cordonniers en envoyèrent trois, avec mandat impératif de voter en faveur de ces résolutions. La section de l'Alliance se fit représenter au congrès par l'espagnol Gaspard Sentiñon, également délégué de la section de Barcelone. Bakounine avait un mandat des ouvriers ovalistes de Lyon, qui venaient d'adhérer à l'Internationale, et un mandat de la section des mécaniciens de Naples.

Une autre affaire tourna en ridicule les citoyens-ouvriers de Genève avant le congrès de Bâle. Une commission était chargée de faire un rapport sur l'instruction intégrale³⁷, mais le rapporteur, un certain Cambassedès, membre du parti radical bourgeois, n'était même pas membre de l'Internationale. Il était en outre inspecteur supérieur des Écoles de Genève. Son rapport était fait dans un esprit éminemment bourgeois. Il maintenait la séparation des classes à l'école, « sous ce prétexte touchant et charmant que les bourgeois ne consentiraient jamais à envoyer leurs enfants dans des Écoles fréquentées par les enfants du peuple », dit Bakounine. Tout le reste était à l'avenant. Fritz Heng, qui était chargé de lire ce rapport, dont il n'avait pas pris connaissance au préalable, « s'arrêta au milieu de sa lecture et déclara naïvement que le rapport ne valait rien et ne pouvait convenir à l'Internationale ».

³⁷ La question de l'instruction intégrale fut discutée lors du congrès de Bruxelles de l'Internationale en septembre 1868. L'article de Bakounine intitulé « l'Instruction intégrale » est paru dans le journal *l'Égalité* le 21 août 1869.

En dehors de son action liée aux contacts qu'elle avait dans différents pays : Espagne, France, Italie, l'Alliance, on le voit, se consacrait à une activité militante élémentaire, consistant à inciter les ouvriers les plus démunis à s'organiser de manière autonome et à combattre les influences bourgeoises dans la classe ouvrière de Genève. Cela aurait évidemment été impossible sans un minimum de cohésion à l'intérieur du groupe. Il ne fait pas de doute que celui-ci se livrait à une activité qui ressemble étrangement à celle des fractions mises en place quarante ans plus tard par les bolcheviks. On ne se présente pas à une assemblée générale comme celle qu'organisait la Fabrique sans s'être concertés au préalable. Mais cette activité visait à soustraire les ouvriers du bâtiment de l'influence des socialistes bourgeois et électoralistes, pas, comme tenta de le faire croire Marx, à « comploter » contre l'Internationale.

Bakounine quitta Genève après le congrès de Bâle, comme il l'avait annoncé.

L'Alliance demanda son incorporation à la fédération romande. « Le Conseil Fédéral ne nous refusa pas positivement, mais il suspendit sa décision jusqu'à des jours plus favorables, c'est-à-dire il la renvoya aux calendes grecques », dit Bakounine. Heng, proche de l'Alliance et membre du Conseil fédéral, rapporta la réaction de ce dernier. Il avait présenté les deux lettres du Conseil général admettant l'Alliance dans l'Internationale : il était donc impossible de nier la légitimité de la démarche. De plus, l'Alliance avait, en tant que section de l'AIT, envoyé un délégué au congrès de Bâle. Les représentants de la Fabrique tergiversèrent et décidèrent, le 16 août 1869, de reporter la décision.

L'Alliance de Bakounine sera un des prétextes invoqués par Marx pour justifier l'exclusion de Bakounine de l'AIT, en 1872. La principale pièce du « dossier d'accusation » est un document – en fait un pamphlet – rédigé par Engels, Lafargue et Marx : « L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs », dans lequel il est accusé, lui et l'Alliance, de vouloir détruire l'Internationale.

Ce texte ne faisait que reprendre et développer la thèse d'un autre document, une communication confidentielle du Conseil général, « Les prétendues scissions dans l'Internationale ». Franz Mehring, le biographe de Marx, dit à ce sujet que s'il fallait reprendre point par point les éléments de ce pamphlet « afin de vérifier ou d'infirmer l'exactitude des accusations qu'il contient », on aboutirait à un document d'au moins une dizaine de cahiers, travail que Mehring avoue ne pas vouloir faire. « Mais le lecteur ne perd pas grand-chose », ajoute-t-il, précisant que « ce document est très inférieur à tout ce que Marx et Engels ont pu publier » : il « ne consacre pas un mot aux causes internes responsables du déclin de l'Internationale ». « Ce pamphlet n'a pas de valeur historique, c'est un réquisitoire partial dont le caractère tendancieux éclate à chaque page ; qui plus est, le traducteur allemand a jugé utile d'en rajouter et d'adopter un titre qu'eut envié un procureur général : *Complot contre l'Association internationale des travailleurs*. »

« Le déclin de l'Internationale était dû à de tout autres causes qu'à l'existence de cette Alliance secrète ; de toute manière le pamphlet contre l'Alliance n'apporte même pas le moindre début de preuve que cette Alliance ait vraiment existé. Sur ce plan la commission d'enquête nommée par le congrès de La Haye avait déjà dû se contenter d'hypothèses et d'approximations ³⁸. »

Dans les documents rédigés par Marx et Engels en vue d'exclure Bakounine de l'Internationale, la présence de l'Alliance revient de façon obsessionnelle et tourne à la paranoïa. Si, comme le dit Mehring, aucun document sérieux n'a pu être produit lors du véritable procès qui sera intenté à Bakounine et à son entourage lors du congrès de La Haye, cette Alliance a cependant réellement existé, mais pas sous la forme qu'imaginaient Marx et Engels. C'était simplement un petit groupe cohérent de militants, d'amis, qui se consacraient entièrement au développement de l'Internationale ³⁹. L'exemple de l'Espagne est particulièrement frappant.

³⁸ Franz Mehring, *Karl Marx, Histoire de sa vie*, Éditions sociales, pp. 547-548.

³⁹ Bakounine explique dans le *Rapport sur l'Alliance* que le caractère conspiratif de l'activité du groupe ~~l'Alliance~~ était essentiellement dû au fait ~~qu'elle~~ qu'il traitait de questions qui pouvaient mettre des militants italiens, français, espagnols

Bakounine s'était déjà rangé du côté de Marx dans la lutte contre Mazzini. Il avait fait de même contre les proudhoniens de l'AIT partisans de la propriété privée. Il déclara encore, en une autre circonstance, aux travailleurs slaves de l'empire d'Autriche que s'ils n'avaient pas d'autre choix possible, il valait mieux adhérer au parti des travailleurs allemands plutôt qu'aux partis nationalistes slaves. Avant même la vague d'exclusions qui, à l'initiative d'une poignée d'hommes, allait s'abattre sur la quasi-totalité du mouvement ouvrier européen, Bakounine avait prévu la possibilité d'une scission provoquée par Marx et ses amis. Si les ouvriers allemands font une grève, déclara-t-il, s'ils se révoltent contre la tyrannie économique de leurs patrons ou contre la tyrannie politique de leur gouvernement, « le prolétariat de tous ces pays excommuniés par les marxistes restera-t-il les bras croisés, spectateur indifférent de cette lutte ? » Les exclus devront bien entendu soutenir les travailleurs allemands, « sans leur demander préalablement quel sera le système politique dans lequel ils croiront devoir chercher leur délivrance. Voilà donc où se trouve la véritable unité de l'Internationale ⁴⁰. »

Le critère de classe reste donc chez Bakounine prépondérant. Bakounine ne s'est jamais trompé d'ennemi.

en danger, dans des pays « où l'on était loin de jouir de la liberté et de la sécurité personnelle auxquelles on était habitué à Genève ». « C'est probablement ce demi-secret qui fit accroire à M^{rs} Duval et Guétat qu'ils avaient été membres d'une société secrète. Ils se trompèrent. C'étaient des réunions discrètes, mais non secrètes. La discrétion nous était commandée par égard pour des hommes qui, en faisant une propagande subversive, couraient le risque d'être emprisonnés tant en Italie qu'en France, mais il n'y avait nulle autre organisation, que celle qui avait établie par le premier Règlement de l'Alliance, règlement si peu secret que nous l'avions publié nous mêmes ». ~~dit Bakounine dans son « rapport sur l'Alliance », qui ajoute :~~ « Il était entendu entre nous tous qu'on n'irait pas divulguer des correspondances étrangères qui pouvaient compromettre des amis faisant de la propagande dans les pays étrangers ».

⁴⁰ Lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles, 1-8 octobre 1872. Œuvres, III. p. 190.

Prolétariat et organisation

L'ennemi principal du prolétariat est l'exploitation bourgeoise : l'Etat, avec toute sa puissance répressive, sous quelque forme qu'il existe, précise Bakounine, n'est plus autre chose aujourd'hui que la conséquence en même temps que la garantie de cette exploitation. C'est pourquoi le prolétariat doit chercher « tous les éléments de sa force exclusivement en lui-même », il doit « l'organiser tout à fait en dehors de la bourgeoisie, contre elle et contre l'Etat ».

Selon Bakounine, il y a un lien direct et nécessaire entre l'objectif et les moyens employés pour l'atteindre, ce qui implique une réflexion approfondie sur les formes et la nature de l'objectif. Marx avait déclaré qu'il ne visait pas à donner la recette de la marmite de la révolution. Sur ce point Bakounine a parfaitement conscience de diverger avec Marx et avec les social-démocrates. La différence de démarche est parfaitement exprimée par Bakounine lorsqu'il écrit qu'« un programme politique n'a de valeur que lorsque, sortant des généralités vagues, il détermine bien précisément les institutions qu'il propose à la place de celles qu'il veut renverser ou réformer⁴¹. »

Les formes d'action et d'organisation préconisées alors par les marxistes allemands sont, aux yeux de Bakounine, tout simplement adéquates aux buts qu'ils poursuivent : la constitution d'un Etat national allemand républicain et « soi-disant populaire ». Pour ce faire, ils sont obligés de s'allier à la bourgeoisie avancée, comme l'ont fait les groupes des sections de l'Internationale de Zurich, qui ont adopté le programme des démocrates socialistes d'Allemagne et qui sont devenus des « instruments du radicalisme bourgeois ».

Dans *Écrit contre Marx*, Bakounine cite le cas d'un certain Amberny, un avocat appartenant au parti radical et à l'AIT, qui, en 1872, aurait garanti publiquement « devant ses concitoyens bourgeois, au nom de l'Internationale, qu'il n'y aurait point de grève pendant cette année ». James Guillaume rapporte qu'Amberny, candidat au Grand-conseil, avait obtenu du comité cantonal de l'AIT

⁴¹ *Écrit contre Marx*, Œuvres, Champ libre, III.

qu'il fasse voter en sa faveur les ouvriers électeurs. Les ouvriers du bâtiment songeaient à ce moment-là à se mettre en grève parce que leurs patrons avaient baissé leurs salaires. La Fédération jurassienne avait protesté contre ce marchandage. Kropotkine, qui était alors à Genève, écrivit ⁴² : « Ce fut Outine lui-même qui me fit comprendre qu'une grève en ce moment serait désastreuse pour l'élection de l'avocat M.A. » Ce n'est donc pas sans quelques justifications qu'à la même époque Bakounine écrivit une longue lettre « aux compagnons de la Fédération jurassienne » dans laquelle il disait que « toutes les fois que des associations ouvrières s'allient à la politique des bourgeois, ce ne peut être jamais que pour en devenir, bon gré mal gré, l'instrument ⁴³. »

La stratégie préconisée par la social-démocratie allemande – l'action parlementaire – conduit inévitablement à la conclusion d'alliances, d'un « pacte politique nouveau entre la bourgeoisie radicale ou forcée de se faire telle, et la minorité *intelligente*, respectable, c'est-à-dire dûment embourgeoisée, du prolétariat des villes ⁴⁴... »

L'idée générale de Bakounine est que l'organisation des travailleurs, dans sa forme, n'est pas constituée sur le modèle des organisations de la société bourgeoise, mais qu'elle est fondée sur la base des nécessités internes de la lutte ouvrière et, comme telle, constitue une préfiguration de la société socialiste. Le mode d'organisation du prolétariat est imposé par les formes particulières de la lutte des travailleurs sur leur lieu d'exploitation ; l'unité de base de l'organisation des travailleurs se situe là où ceux-ci sont exploités, dans l'entreprise. A partir de là, elle s'élargit horizontalement (ou géographiquement, si on veut), par localités et par régions, et elle s'élève verticalement par secteur d'industrie. Cette vision des choses devait évidemment fournir à Marx et à Engels l'occasion de multiples sarcasmes à l'encontre de Bakounine, accusé d'être

⁴² *Autour d'une vie*, Stock, p. 286.

⁴³ « Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura », février-mars 1872, Œuvres, III, 74.

⁴⁴ Lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles, 1-8 octobre 1872, Œuvres, III, 161.

indifférent en matière politique, puisque l'activité du prolétariat se situait ainsi totalement en dehors de toute perspective parlementaire, cette dernière étant considérée comme la seule forme d'action politique envisageable. Engels, cependant, avait parfaitement compris le fond de la pensée de Bakounine, au-delà des déformations de la polémique : il écrit en effet à Théodore Cuno :

« Comme l'Internationale de Bakounine ne doit pas être faite pour la lutte politique mais pour pouvoir, à la liquidation sociale, remplacer tout de suite l'ancienne organisation de l'Etat, elle doit se rapprocher le plus possible de l'idéal bakouniniste de la société future ⁴⁵. »

Engels résume en fait parfaitement le point de vue de Bakounine et de ce qui deviendra plus tard l'anarcho-syndicalisme. Si on met de côté l'amalgame habituel selon lequel l'opposition de Bakounine à l'action parlementaire est assimilable à une opposition de principe à la lutte politique, Engels ne dit dans ce passage rien d'autre que ceci :

– l'organisation des travailleurs doit être constituée selon un mode le plus proche possible de celui de la société que la classe ouvrière porte en elle ;

– L'organisation de classe des travailleurs, qui est leur instrument de combat sous le capitalisme, constitue également le modèle de l'organisation de la société après le renversement de la bourgeoisie. C'est là le sens de l'expression « destruction de l'Etat » : la destruction de l'Etat n'est rien d'autre que le remplacement de l'organisation de classe de la bourgeoisie – l'Etat – par celle du prolétariat.

Cette organisation de classe regroupe les individus en tant que travailleurs, sur leur lieu de travail d'une part, et dans une structure interprofessionnelle d'autre part. Cette double structuration, verticale et horizontale, se développe sur un modèle fédératif jusqu'au niveau national et international.

En somme, l'organisation de classe des travailleurs, qui est l'instrument de lutte sous le capitalisme, constitue le modèle

⁴⁵ Lettre à Th. Cuno, 24 janvier 1872.

d'organisation politique de la société après la révolution. C'est là une idée de base du bakouninisme et, plus tard, de l'anarcho-syndicalisme lorsque la structure horizontale, géographique (les Bourses du Travail) fusionneront avec la structure professionnelle (les syndicats). Cette démarche est unanimement rejetée par tous les théoriciens marxistes, à l'exception notable de Pannekoek qui a repris cette idée à plusieurs reprises dans ses écrits :

« La lutte de classe révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie et ses organes étant inséparable de la mainmise des travailleurs sur l'appareil de production, et de son extension au produit social, la forme d'organisation unissant la classe dans sa lutte constitue simultanément la forme d'organisation du nouveau processus de production. » (Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, EDI, p. 273.)

Selon Bakounine, c'est à travers la lutte quotidienne que le prolétariat se constitue en classe, c'est pourquoi le mode d'organisation des travailleurs doit se conformer à cette nécessité. Marx de son côté préconise la constitution de partis politiques nationaux ayant pour objectif la conquête du parlement. C'est ici, dit le révolutionnaire russe, que nous nous séparons tout à fait des social-démocrates d'Allemagne :

« Les buts que nous proposons étant si différents, l'organisation que nous recommandons aux masses ouvrières doit différer essentiellement de la leur ⁴⁶. »

Cette idée n'est pas une « invention » de Bakounine, car la citation date de 1872 et on la retrouve dans un court texte de César De Paepe datant de 1869, intitulé significativement « Les institutions actuelles de l'Internationale au point de vue de leur avenir » ⁴⁷. Le militant belge part de l'idée que les institutions que le prolétariat se

⁴⁶ « Aux compagnons de la fédération des sections internationales du Jura », Oeuvres III, 74.

⁴⁷ Cité dans Bakounine, Oeuvres, éd. Lebovici, tome III, appendice III, p. 255-256. Cf. *Le Progrès* du Locle, n° 9 du 1^{er} mars 1869, l'article "L'Internationale et ses institutions de l'avenir".

constitue sous le capitalisme préfigurent les institutions de l'avenir : « Nous voulons montrer que l'Internationale offre déjà le type de la société à venir, et que ses diverses institutions, avec les modifications voulues, formeront l'ordre social futur. » On se souvient que si les Internationaux belges s'étaient opposés à l'Alliance, ils avaient exprimé leur soutien au programme de celle-ci. Il y avait donc une réelle proximité de vues entre eux et les bakouniniens, dont le dénominateur commun était incontestablement Proudhon.

Ainsi la section, qui est, nous l'avons vu, une structure interprofessionnelle, implantée sur une localité, regroupe « les ouvriers de tous les métiers sans distinction. Là doivent être traitées les affaires qui intéressent tous les travailleurs, quelle que soit leur profession. » La section, dit De Paepe, « est le type de la commune. » C'est ce que Bakounine appelle la « section centrale ».

Le Conseil fédéral regroupe ce que De Paepe appelle des « sociétés de résistance », que Bakounine appelle les « sections de métier », et qui sont en fait des syndicats : elles groupent autour d'elles les ouvriers d'un même métier : aujourd'hui elles leur apprennent à « discuter leurs intérêts, à calculer le prix de vente et le prix de revient pour baser là-dessus leurs prétentions, la société de résistance est destinée à organiser le travail dans l'avenir ». Les sociétés de résistance se transformeront en ateliers coopératifs, dit De Paepe.

Le militant belge passe en revue l'ensemble des institutions que la classe ouvrière s'est créées : les sociétés coopératives de consommation remplaceront le commerce actuel ; les caisses de secours mutuel et de prévoyance deviendront des sociétés d'assurance universelle. Les rapports entre les pays seront assurés par un Conseil général international : plus de diplomates, plus de guerres.

Puisqu'on n'est un homme complet que lorsque l'on est travailleur et savant en même temps, les travailleurs réunis au congrès du Bruxelles ont réclamé l'instruction intégrale qui comprend à la fois la science et l'apprentissage des métiers – idée que reprendra Bakounine dans un article de *l'Égalité* intitulé « L'instruction intégrale ».

Selon De Paepe, les sections seront reliées en fédérations, par bassins, puis par pays. Les fédérations comprendront un groupement par sections, mais aussi par corps de métier, comme cela existe pour les communes. Ainsi le travail pourra être organisé au sein des communes et au sein du pays tout entier.

« Nous croyons maintenant avoir montré que l'Internationale renferme en germe dans son sein toutes les institutions de l'avenir. Que dans chaque commune, il s'établisse une section de l'Internationale, et la société nouvelle sera formée et l'ancienne s'écroulera d'un souffle. »

De Paepe ne fait rien d'autre que définir la notion d'abolition de l'Etat. Bakounine tient exactement le même langage que celui de De Paepe : la question de savoir si l'un a copié sur l'autre n'a pas de sens. L'anarchisme de Bakounine, fondé sur les idées fédéralistes de Proudhon, est issu directement de l'observation qu'il a pu faire de l'activité des ouvriers suisses pendant la période où il séjournait dans le pays. Mais plus largement, les idées que les deux hommes développent sur l'organisation du prolétariat comme préfiguration de l'organisation de la société émancipée étaient tout simplement dans l'air du temps.

D'une certaine façon, c'est Lénine qui donnera raison à Bakounine et à César De Paepe. On sait qu'à l'origine les bolcheviks étaient opposés aux structures « naturelles » du prolétariat qu'étaient les conseils ouvriers, constitués en période de combat. Ils ont même accusé ceux-ci de faire double emploi avec le parti et les ont sommés de se dissoudre, pendant la révolution de 1905. Le comité du parti de Petrograd lança en effet l'ultimatum suivant aux conseils « Le conseil des députés et ouvriers ne saurait exister en qualité d'organisation politique et les social-démocrates devraient s'en retirer attendu qu'il nuit, par son contenu, au développement du mouvement social-démocrate. »

Les bolcheviks finirent tout de même par comprendre le rôle que ces organismes peuvent jouer, à tel point que leurs mots d'ordre après l'arrivée de Lénine en Russie les feront passer auprès des militants ouvriers européens pour des anarchistes. Les thèses d'avril

de Lénine imposent au parti une politique totalement opposée à celle qu'il développait jusqu'alors ; désormais, il s'agit d'armement du prolétariat, de tout le pouvoir aux soviets, et d'antiparlementarisme. Les partisans les plus proches de Lénine n'en croient pas leurs oreilles. Goldberg, vieux collaborateur et ami de Lénine, ancien membre du comité central, s'écrie lorsque ce dernier énonce ses thèses :

« La place laissée vacante par le grand anarchiste Bakounine est de nouveau occupée. Ce que nous venons d'entendre constitue la négation formelle de la doctrine social-démocrate et de toute la théorie du marxisme scientifique. C'est l'apologie la plus évidente qu'on puisse faire de l'anarchisme⁴⁸. »

Lénine avait compris que la structure organisationnelle motrice était celle où la population était en contact direct avec les problèmes de la lutte – soviets, conseils d'usine. Si le parti avait suivi une politique marxienne orthodoxe, les bolcheviks n'auraient été que l'aile radicale de la gauche parlementaire russe : Kamenev ne déclara-t-il pas que la position de Lénine était inacceptable « parce qu'elle supposait que la révolution démocratique bourgeoise était terminée et comptait sur sa transformation immédiate en révolution socialiste » ?

La 9^e des 21 conditions d'admission à l'Internationale socialiste, quelques années plus tard, constitue là encore une reconnaissance de facto des conceptions bakouniniennes. Elle stipule que tout parti communiste doit constituer dans les organisations de masse de la classe ouvrière des cellules, qui, « par un travail conscient et opiniâtre, doivent gagner les syndicats à la cause communiste ». Le système des cellules d'entreprise fut instauré en France dans les années 1924-25 au moment de la « bolchevisation » du parti. Jusqu'alors, l'unité de base de l'organisation du parti était la section, implantée sur la commune, cadre de l'action électorale. Dans le parti bolchevisé, c'est l'entreprise, terrain où s'affrontent les « deux classes fondamentales » de la société capitaliste.

⁴⁸ Cité par David Shub, *Lénine*, Idées-Gallimard, p. 173.

« L'usine, c'est le centre nerveux de la société moderne, c'est le foyer même de la lutte des classes. C'est pourquoi l'usine doit être pour toi, communiste, le centre de tes efforts, de ton activité de communiste. » (*Au nouvel adhérent*, préface de Jacques Duclos, p. 5)

Pierre Séward, au V^e congrès, à Lille, déclare : « La section, c'était un peu loin du patronat, un peu loin du capitalisme, mais la cellule, c'est beaucoup plus près. » Si l'établissement des cellules d'entreprise comme « force de base de l'organisation du parti » vise à éliminer l'électoratisme issu de la II^e Internationale et de l'aile marxienne de l'AIT, il s'agit aussi de constituer un instrument de lutte contre le syndicalisme révolutionnaire, partiellement héritier de l'aile bakouninienne de l'AIT.

Au III^e congrès du parti, en 1924, lors duquel fut discutée l'éventualité de créer les cellules, Pierre Monatte, alors membre du parti, s'y opposa fermement, montrant que ce n'était qu'une mesure destinée à subordonner le syndicat au parti. Depuis, périodiquement, le parti doit condamner la tendance qui se manifeste régulièrement, chez les militants de base, à considérer l'action syndicale comme prioritaire : « cette pratique, fondée en définitive sur l'incompréhension du rôle décisif du parti à l'entreprise et sur la vieille conception, maintes fois condamnée, suivant laquelle "le syndicat suffit à tout", est grandement préjudiciable » (*La vie du parti*, octobre 1966, p. 3)

Il aura donc fallu attendre le milieu des années 20 pour que les héritiers de Marx comprennent ce principe bakouninien élémentaire que l'exploitation, donc la lutte des travailleurs, se fait en premier lieu sur le lieu de travail et que c'est là le centre de gravité de la lutte et la structure de base de l'organisation ouvrière.

Résumons le point de vue de Bakounine :

1. Le mode, la forme de l'organisation des travailleurs sont le produit de l'histoire, ils sont nés de la pratique et de l'expérience quotidiennes des luttes. Toutes les classes ascendantes ont bâti, au

sein même du régime qui les dominait, les formes de leur organisation.

2. La forme organisationnelle propre à la bourgeoisie regroupe les citoyens sur la base d'une circonscription électorale ; elle correspond au système de production capitaliste qui ne veut connaître que des individus isolés. Ainsi, le vrai pouvoir, qui est celui issu du contrôle des moyens de production, reste-t-il aux mains des propriétaires de ces moyens de production.

3. L'organisation de classe des travailleurs ne regroupe pas des citoyens mais des producteurs. Quel que soit le nom qu'on donne à cette organisation : syndicat, conseil ouvrier, comité d'usine, la structuration reste celle d'une organisation de classe.

4. Le principe sur lequel cette organisation est fondée est le fédéralisme.

La logique du passage d'une société d'exploitation à une autre ne saurait être la même que celle du passage d'une société d'exploitation à une société sans exploitation : c'est une des grandes leçons que nous livre Bakounine, issue des ses réflexions sur l'analyse marxienne de la Révolution française⁴⁹. Toutes les révolutions de l'histoire, dit-il, y compris la Grande révolution française, malgré la magnificence des programmes au nom desquels elle s'est accomplie, n'ont été que « la lutte de ces classes entre elles pour la jouissance exclusive des privilèges garantis par l'Etat, la lutte pour la domination et pour l'exploitation des masses »⁵⁰. Pour Bakounine, l'Etat étant la forme spécifique de l'organisation d'une classe exploiteuse, la classe ouvrière ne saurait adopter la même logique de passage. Ainsi s'explique la notion souvent incomprise de l'abolition de l'Etat. Il ne s'agit évidemment pas d'abolir toute forme d'organisation mais de remplacer l'Etat, forme spécifique d'organisation de classe de la bourgeoisie, dont il n'est par

⁴⁹ Cf. René Berthier : « La Révolution française comme archétype : 1848 ou le 1789 manqué de la bourgeoisie allemande » et « La Révolution française dans la formation de la théorie révolutionnaire chez Bakounine », in *Les anarchistes et la Révolution française*, Éditions du Monde libertaire, 1990.

⁵⁰ *Écrit contre Marx*, novembre-décembre 1872.

conséquent pas question de faire la « conquête », par l'organisation de classe des travailleurs. La phrase de Bakounine sur le projet de la classe ouvrière prend donc tout son sens : « de la nature de son but dépend essentiellement le mode et la nature même de son organisation »⁵¹.

Si cette organisation de classe des travailleurs est encore à créer, elle n'a pas à être « inventée ». Elle n'est pas une utopie, au sens de création intellectuelle d'un système parfait tel qu'on *désirerait* qu'il soit. Elle est *déduite* des pratiques réelles de la classe ouvrière. Ainsi, l'expérience concrète de la classe ouvrière crée cette organisation, dans des formes embryonnaires pour commencer. C'est la tâche à laquelle s'est attelé Bakounine dans les dernières années de sa vie, pendant sa période « anarchiste ». Les développements de Bakounine sur la conscience ouvrière, sur l'organisation des travailleurs ne sont pas une construction *a priori* mais le résultat d'observations qu'il a pu faire sur le terrain lors de ses nombreux déplacements.

L'AIT à l'époque était dans une période extraordinaire d'expansion consécutive à une montée des mouvements sociaux dans toute l'Europe, sauvagement réprimés, qui suscitaient un réel appui international, et qui provoquaient à chaque fois un accroissement des adhésions. C'est l'observation des luttes ouvrières de son temps qui a fourni au révolutionnaire russe les éléments sur lesquels il fonde sa théorie de l'organisation des travailleurs. Selon ses propres termes, l'objectif de Bakounine, est de « formuler leur pensée et de dire leur parole »

A sa sortie de la Ligue de la paix et de la liberté, les principes généraux de la pensée politique de Bakounine sont déjà définis. Il y manque cependant l'essentiel, une vision tactique, stratégique et organisationnelle pour le mouvement ouvrier. Cette absence sera comblée par l'observation qu'il fera des pratiques ouvrières de son temps, qu'il conceptualisera dans ses écrits.

⁵¹ Cf. supra : « La question du programme ». « Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura », février-mars 1872, Œuvres, III, 74.

« Sections de métier » et « sections centrales »

Des différents textes où Bakounine traite de la question, il ressort qu'il perçoit l'organisation des travailleurs sous la forme de deux structures complémentaires, l'une verticale, l'autre horizontale ; la première est une structure industrielle, la seconde a un caractère interprofessionnel.

Dans la première, les ouvriers sont réunis et organisés « non par l'idée mais par le fait et par les nécessités mêmes de leur travail identique ».

« Ce fait économique, celui d'une industrie spéciale et des conditions particulières de l'exploitation de cette industrie par le capital, la solidarité intime et toute particulière d'intérêts, de besoins, de souffrances, de situation et d'aspiration qui existe entre tous les ouvriers qui font partie de la même section corporative, tout cela forme la base réelle de leur association. L'idée vient après, comme l'explication ou comme l'expression équivalente du développement et de la conscience réfléchie de ce fait. » (*Protestation de l'Alliance.*)

Les sections de métier suivent la voie du développement naturel, elles commencent par le fait pour arriver à l'idée. En effet, dit Bakounine, seuls un très petit nombre d'individus se laissent déterminer par l'idée abstraite et pure. La plupart, prolétaires comme bourgeois, ne se laissent entraîner que par la logique des faits. Pour intéresser le prolétariat à l'œuvre de l'AIT, il faut s'approcher de lui non avec des idées générales mais avec la « compréhension réelle et vivante de ses maux réels ».

Bien sûr, le penseur se représente ces maux de chaque jour sous leur aspect général, il comprend que ce sont les effets particuliers de causes générales et permanentes. Mais la masse du prolétariat, qui est forcée de vivre au jour le jour, et qui « trouve à peine un moment de loisir pour penser au lendemain », saisit les maux dont elle souffre précisément et exclusivement dans cette réalité, et presque jamais dans leur généralité.

Pour obtenir la confiance, l'adhésion du prolétariat, il faut commencer par lui parler, « non des maux généraux du prolétariat international tout entier, mais de ses maux quotidiens ».

« Il faut lui parler de son propre métier et des conditions de son travail précisément dans la localité où il habite, de la dureté et de la trop grande longueur de son travail quotidien, de l'insuffisance de son salaire, de la méchanceté de son patron, de la cherté des vivres et de l'impossibilité qu'il y a pour lui de nourrir et d'élever convenablement sa famille. » (*Protestation de l'Alliance*)

Il faut lui proposer des moyens pour améliorer sa situation, mais éviter, dans un premier temps, d'évoquer les moyens révolutionnaires. Il se peut en effet que sous l'influence de préjugés religieux ou politiques, il repousse ces idées : il faut au contraire « lui proposer des moyens tels que son bon sens naturel et son expérience quotidienne ne puissent en méconnaître l'utilité, ni les repousser » (*Ibid.*).

La conscience révolutionnaire n'est donc pas un fait naturel, elle n'est pas spontanée, mais chez Bakounine ce mot a un sens particulier, qui a provoqué de nombreux malentendus. Elle s'acquiert graduellement, par l'expérience quotidienne ; pour qu'elle devienne effective, il est nécessaire que l'ouvrier se débarrasse de ses préjugés politiques et religieux. Il n'est pas possible d'insuffler cette conscience révolutionnaire brutalement : il faut une éducation, qui se fait par l'expérience vécue et par le contact avec la collectivité des travailleurs organisés.

Ce n'est qu'au contact des autres que l'ouvrier « néophyte » apprend que la solidarité qui existe entre travailleurs d'une section existe aussi entre sections ou entre corps de métiers de la même localité, que l'organisation de cette solidarité plus large, et « embrassant indifféremment les ouvriers de tous les métiers, est devenue nécessaire parce que les patrons de tous les métiers s'entendent entre eux... » (*ibid.*)

La pratique de la solidarité constitue le premier pas vers la conscience de classe ; ce principe établi, tout le reste suit comme un

développement naturel et nécessaire, issu de « l'expérience vivante et tragique d'une lutte qui devient chaque jour plus large, plus profonde, plus terrible. »

On a voulu présenter la coupure entre bakouniniens et marxistes dans l'AIT soit comme l'expression d'un conflit de personnes, soit comme l'expression d'une diversité des niveaux de conscience dans la classe ouvrière : les travailleurs allemands et anglais, les plus conscients, étant avec Marx, les autres avec Bakounine. On a aussi fait état du degré de concentration du capital : les ouvriers de la grande industrie avec Marx, les ouvriers des petites entreprises artisanales avec Bakounine.

En réalité le problème ne se pose pas de savoir qui est avec qui, mais de déterminer quelles sont les fractions de la classe ouvrière qui peuvent espérer une amélioration de leur condition par l'action parlementaire, et celles qui n'ont rien à en espérer. Les développements théoriques, organisationnels et stratégiques de tel ou tel penseur ne font en définitive que se surajouter à ces situations réelles.

On comprend cependant que Bakounine ait pu écrire que par l'expérience tragique de la lutte, « l'ouvrier le moins instruit, le moins préparé, le plus doux, entraîné toujours plus avant par les conséquences mêmes de cette lutte, finit par se reconnaître révolutionnaire, anarchiste et athée, sans savoir souvent comment lui-même il l'est devenu. » (Protestation de l'Alliance.)

Aux yeux de Bakounine, seules les sections de métier – il faut entendre la structure implantée sur le lieu de travail plus qu'un groupement corporatiste au sens étroit – est capable de donner une éducation pratique à leurs membres. Elles seules peuvent faire de l'AIT une organisation de masse, « sans le concours puissant de laquelle le triomphe de la révolution sociale ne sera jamais possible ».

Les sections centrales, en revanche, ne représentent aucune industrie particulière « puisque les ouvriers les plus avancés de toutes les industries possibles s'y trouvent réunis ». Ce sont, en langage d'aujourd'hui, des structures interprofessionnelles, qui représentent

l'idée même de l'Internationale. Leur mission est de développer cette idée et d'en faire la propagande : l'émancipation non seulement des travailleurs de telle industrie ou de tel pays, mais de tous les pays. Ce sont des centres actifs où se « conserve, se concentre, se développe et s'explique la foi nouvelle ». On n'y entre pas comme ouvrier spécial de tel métier mais comme travailleur en général.

Au contraire des sections de métier, qui partent du fait pour arriver à l'idée, les sections centrales suivant la voie du développement abstrait, commencent par l'idée pour arriver au fait. C'est, reconnaît Bakounine, une méthode identique à celle dont se servent les idéalistes et dont « l'impuissance finale a été constatée par l'histoire ». C'est pourquoi s'il n'y avait que les sections centrales, l'AIT ne se serait pas développée en une puissance réelle⁵². Les sections centrales n'auraient été que des « académies ouvrières » où se seraient éternellement débattues toutes les questions sociales, « mais sans la moindre possibilité de réalisation ».

S'il n'y avait que les sections centrales, elles auraient peut-être réussi à former des « conspirations populaires », elles auraient peut-être regroupé un petit nombre d'ouvriers les plus conscients et convaincus, mais la masse des travailleurs serait restée en dehors : or, pour renverser l'ordre politique et social d'aujourd'hui, dit Bakounine, « il faut le concours de ces millions ».

Le rôle de la section centrale est un rôle éminemment politique. Implantée dans la localité sur des bases géographiques, elle rassemble les travailleurs sans considération de profession afin de donner aux sections de métier une vision et des perspectives qui dépassent le cadre étroit de l'entreprise. Elle permet, en premier lieu, à l'ensemble des travailleurs d'une localité d'être informés de leurs situations respectives et, éventuellement, d'organiser le soutien en cas de nécessité. Elle est aussi un endroit où, naturellement, s'opère la réflexion. Elle est enfin le centre à partir duquel se fait l'impulsion à l'organisation.

⁵² Bakounine ne le formule pas explicitement, mais s'il n'y avait que les sections centrales, l'AIT serait tout simplement un parti politique.

Historiquement, les sections centrales sont l'émanation du foyer principal qui s'était formé à Londres, dit Bakounine. C'est elles qui ont permis à l'AIT de se développer, en allant chercher les masses où elles se trouvent, « dans la réalité quotidienne, et cette réalité c'est le travail quotidien, spécialisé et divisé en corps de métiers ». Les fondateurs des sections centrales devaient s'adresser aux travailleurs déjà organisés plus ou moins par les nécessités du travail collectif dans chaque industrie particulière, afin de créer autour d'eux « autant de sections de métier qu'il y avait d'industries différentes ». C'est ainsi que les sections centrales qui représentent partout l'âme ou l'esprit de l'AIT devinrent des organisations réelles et puissantes.

La section centrale, et par extension l'organisation générale des sections centrales sur le plan international, est donc la structure qui donne à l'organisation ouvrière son sens profond, en offrant des perspectives élargies aux travailleurs qui y adhèrent. C'est elle qui définit et constitue le prolétariat en classe en affirmant et en pratiquant le principe de la solidarité d'intérêts des travailleurs.

La section de métier est celle qui unifie les travailleurs selon le principe de la matière, alors que la section centrale les unifie selon le principe de la connaissance.

Bakounine affirme une correspondance entre ces deux processus, entre ces deux instances organisationnelles, et c'est leur synthèse qui constitue l'organisation de classe dans les formes qui lui permettront de constituer un substitut à l'organisation étatique. Alors que dans la société bourgeoise les structures verticales (productives) et horizontales (décisionnelles, politiques) sont séparées, ce qui signifie nécessairement la subordination des secondes aux premières ; alors que dans le communisme d'Etat elles sont totalement fusionnées et concentrées, impliquant la subordination des parties au centre, Bakounine envisage ces structures dans une complémentarité – le fédéralisme – où chaque niveau est autonome dans le cadre de ses attributions et où existent des contrepoids à l'accaparement du pouvoir par le centre (puisque le principe d'autonomie retire au centre la *matière* sur laquelle l'autorité peut s'exercer), et des garanties contre les mouvements centrifuges par l'affirmation du principe de la solidarité des parties au tout. Ainsi se trouve défini

l'« anarchisme », plus exactement le « socialisme révolutionnaire »⁵³ auquel se réfère Bakounine.

Beaucoup, note Bakounine, pensent qu'une fois leur mission accomplie – la création d'une puissante organisation – les sections centrales devraient se dissoudre, ne laissant plus que des sections de métier. C'est une grave erreur, dit-il, car la tâche de l'AIT « n'est pas seulement une œuvre économique ou simplement matérielle, c'est en même temps et au même degré une œuvre éminemment politique » (*Protestation de l'Alliance*).

En d'autres termes, Bakounine ne limite pas l'organisation de masse des travailleurs à une simple fonction de lutte économique : en retirant à l'AIT ses sections centrales, on retirerait à l'organisation le lieu où peut se faire une élaboration politique, une réflexion indispensable des travailleurs sur les finalités de leur action. Unifiant dans un premier temps les travailleurs sur la base de leurs intérêts immédiats, l'organisation de classe est aussi le lieu où s'élabore et où se met en œuvre la politique qui mènera à leur émancipation. Peut-on encore accuser Bakounine d'indifférentisme politique⁵⁴ ?

Bakounine a exposé son point de vue de manière extrêmement claire dans des articles qui étaient publiés dans la presse ouvrière de l'époque. Ses positions n'ont jamais été réfutées de manière argumentée par Marx. Seule la polémique y a répondu. Cependant, l'exilé londonien avait parfaitement saisi de quoi il s'agissait. Rappelons sa lettre à Lafargue du 19 avril 1870 dans laquelle il traite de révolutionnaire russe d'« âne », et où il résume l'idée de Bakounine en déclarant que le rôle de la classe ouvrière « se borne à s'organiser en syndicats. Un beau jour, avec l'aide de l'Internationale, ils supplanteront tous les États existants ». C'est un résumé très sommaire, certes, mais parfaitement exact de la pensée de Bakounine.

⁵³ Bien entendu à ne pas confondre avec le mouvement de même nom apparu en Russie.

⁵⁴ « Indifférentisme » : néologisme inventé par Bakounine dans *L'empire knouto-germanique* pour désigner l'indifférence envers une croyance ou une doctrine. La plupart des textes de Bakounine sont écrits en français, mais on y trouve quelques inventions savoureuses.

Les principes généraux que développe Bakounine sont cependant en partie contredits par ce qu'il dit sur les capacités effectives de l'AIT en matière d'action révolutionnaire à *ce moment-là*. L'AIT a donné aux travailleurs un commencement d'organisation en dehors des frontières des États et en dehors du monde bourgeois. Elle contient, de plus, « les premiers germes de l'organisation de l'unité à venir ». Mais, pense Bakounine, elle n'est pas encore une institution suffisante pour organiser et diriger la révolution. « L'Internationale prépare les éléments de l'organisation révolutionnaire, mais elle ne l'accomplit pas »⁵⁵. Elle organise la lutte publique et légale des travailleurs. Elle fait la propagande théorique des idées socialistes. L'AIT est un milieu favorable et nécessaire à l'organisation de la révolution, « mais elle n'est pas encore cette organisation ». Elle regroupe tous les travailleurs sans distinction d'opinion, de religion, à condition qu'ils acceptent le principe de la solidarité des travailleurs contre les exploités. En elle-même, cette condition suffit à séparer le monde ouvrier du monde bourgeois, mais elle est insuffisante pour donner au prolétariat une orientation révolutionnaire. Ce constat étant fait, il est évident que doit exister, *quelque part*, une organisation des révolutionnaires. Cette organisation a moins pour rôle de prendre le contrôle de l'organisation de masse que de l'inciter à développer sa logique interne qui est d'embrasser la société entière. Rappelons qu'en 1870, *la forme de cette organisation était encore à découvrir* : il ne faut donc pas analyser cette question de manière anachronique, en projetant sur le contexte de l'époque les données issues de l'expérience historique du siècle qui a suivi.

L'un des documents où Bakounine expose le plus clairement la fonction de l'Alliance est une lettre à un Espagnol – faut-il s'en étonner ? – Tomás González Morago, l'un des trois fondateurs de l'Internationale à Madrid avec Lorenzo et Mora. L'Alliance, lui écrit-il le 21 mai 1872, est le « complément nécessaire de l'Internationale ». L'une et l'autre ont le même but mais poursuivent des objets différents. L'Internationale a pour mission de « réunir les

⁵⁵ « Frères de l'Alliance en Espagne » 12-13 juin 1872.

masses ouvrières, les millions de travailleurs, à travers les différences des métiers et des pays, à travers les frontières de tous les États, en un seul corps immense et compact » ; l'Alliance, quant à elle, « a pour mission de donner à ces masses une direction réellement révolutionnaire ».

« Les programmes de l'une et de l'autre, sans être aucunement opposés, sont différents par le degré même de leur développement respectif. Celui de l'Internationale, si on le prend seulement au sérieux, contient en germe, mais seulement en germe, tout le programme de l'Alliance. Le programme de l'Alliance est l'explication dernière de celui de l'Internationale. »

On serait tenté de voir là le modèle social-démocrate de division du travail entre lutte politique assurée par le parti et lutte économique assurée par le syndicat. D'autant que Bakounine revient encore une fois dans cette lettre sur l'idée que l'AIT ne doit pas imposer de doctrine : si les fondateurs de l'Internationale l'avaient fait, ils auraient « fondé une très petite association, une secte, non le camp retranché du prolétariat du monde entier contre les classes dominantes et exploitantes »⁵⁶. Formellement, on a donc le même type de rapport. Il y a cependant une différence fondamentale : d'abord cette division du travail n'a pas vocation à perdurer. L'objectif de la social-démocratie est la conquête du pouvoir politique par le parti⁵⁷ tout en conservant cette division du travail ; dans l'optique des militants de l'Alliance, l'objectif est la conquête du pouvoir social par l'organisation de classe.

La Lettre à Morago présente un réel intérêt parce qu'elle est adressée à un militant de confiance, un membre de l'Alliance, et Bakounine s'y exprime sans réserves. Cette lettre, a été écrite

⁵⁶ « ...imposez le programme de l'Alliance à l'Internationale, et l'Internationale ne comptera plus en son sein, dans toute l'Europe, à peine 2 ou 3 mille membres », dit encore Bakounine dans sa lettre.

⁵⁷ Ce qui définit l'approche social-démocrate de la question est la division du travail parti-syndicat, indépendamment des modalités – pacifiques ou violentes.

quelques mois avant son exclusion de l'Internationale. Bien entendu, le révolutionnaire russe est au courant de ce qui se trame à Londres contre lui et ses amis. On a l'impression que l'insistance incroyable avec laquelle il martèle la nécessité de maintenir l'unité fondamentale de l'Internationale, sur la base des nécessités pratiques, est motivée par la conscience qu'il a que cette unité va être battue en brèche. Car cela ne lui ressemble pas de dire que au regard de l'unité pratique de l'organisation, « l'instruction intégrale, l'abolition des États ou l'émancipation du prolétariat par l'Etat, l'émancipation de la femme⁵⁸, la propriété collective, l'abolition du droit d'héritage, l'athéisme, le matérialisme ou le déisme » sont des questions au fond accessoires : il s'était particulièrement dépensé pour en discuter lors des congrès de l'Internationale en 1868 et en 1869. Mais aujourd'hui, en 1872, l'enjeu a changé. Après la guerre franco-prussienne, après la Commune et l'unification de l'Allemagne les rapports de forces se sont modifiés ; en outre, l'emprise de Marx et de son entourage sur l'appareil de l'Internationale ne semble pas pouvoir être remis en cause.

La crainte qu'a Bakounine du danger que court l'Internationale apparaît dans un autre passage de sa lettre. Il fait le constat d'une coupure de fait entre les Anglais, les Américains et les Allemands d'une part, les Français, les Belges, les Espagnols, les Italiens et les Slaves de l'autre. « Faut-il établir deux Internationales ? L'une Germanique, l'autre Latino-Slave ? » demande-t-il. Ce serait un triomphe pour la bourgeoisie. Il pose alors une nouvelle question : « Y a-t-il une possibilité de concilier le programme marxien avec le nôtre ? » La réponse est non. Troisième question : « Faut-il enfin pour l'amour de la paix et pour sauver l'unité de l'Internationale – sacrifier un de ces programmes à l'autre » ? La réponse est encore non.

« Que faire alors ? – Il faut chercher cette unité là où elle se trouve, et non là où elle ne peut se trouver. Il faut la chercher non

⁵⁸ L'émancipation de la femme était une question à laquelle Bakounine était tout particulièrement attaché.

dans des théories soit politiques, soit philosophiques, mais dans les aspirations solidaires du prolétariat de tous les pays à l'émancipation matérielle ou économique – Sur le terrain de la lutte économique, pratique quotidienne du travail exploité par le capital. »

La solidarité concrète des membres de l'Internationale est le seul point vraiment obligatoire, qui fonde l'unité de l'organisation. Tout le reste est accessoire. Les débats qui se déroulent dans les congrès sur « l'instruction intégrale, l'abolition des États ou l'émancipation du prolétariat par l'Etat, l'émancipation de la femme, la propriété collective, l'abolition du droit d'héritage, l'athéisme, le matérialisme ou le déisme » constituent des questions très intéressantes et leur discussion est fort utile au développement intellectuel et moral du prolétariat, mais aucun congrès n'a le pouvoir de résoudre ces questions ni de les imposer aux membres de l'Internationale. « L'organisation de la lutte internationale, économique, pratique, quotidienne du travail contre le capital, voilà donc le seul but explicite, la seule loi obligatoire, suprême de l'Internationale. »

A quatre mois de son exclusion de l'AIT, Bakounine réaffirme que la solidarité qui unit les travailleurs est « complètement indépendante des différents courants politiques et philosophiques suivis par les masses ouvrières dans différents pays. Si les ouvriers de l'Allemagne, par exemple, font grève, s'ils se révoltent contre les bourgeois-exploiteurs, vous ne leur demanderez pas s'ils croient en Dieu ou s'il n'y croient pas, s'il sont pour l'Etat ou contre l'Etat ? Vous les soutiendrez dans la mesure de vos forces parce que ce sont des travailleurs soulevés contre leurs exploiters⁵⁹. »

* * *

⁵⁹ Lettre à T.G. Morago, 21 mai 1872. Comme pour montrer qu'il ne confond pas la direction allemande de l'AIT et le prolétariat allemand, Bakounine revient à plusieurs reprises sur la nécessité de soutenir les travailleurs allemands en cas de conflit.

Bakounine est largement redevable à Proudhon de sa sociologie des classes sociales. A la veille de la constitution de l'Internationale, Proudhon rédige en quelque sorte son testament politique dans la *Capacité politique des classes ouvrières*. C'est un étonnant exposé de la situation du mouvement ouvrier de l'époque. Il expose les conditions pour que le prolétariat puisse parvenir à la capacité politique et conclut qu'alors, toutes les conditions ne sont pas remplies :

1. La classe ouvrière est arrivée à la conscience d'elle-même « au point de vue de ses rapports avec la société et avec l'Etat », dit-il ; « comme être collectif, moral et libre, elle se distingue de la classe bourgeoise ».

2. Elle possède une « idée », une notion « de sa propre constitution », elle connaît « les lois, conditions et formules de son existence ».

3. Mais Proudhon s'interroge pour savoir si « la classe ouvrière est en mesure de déduire, pour l'organisation de la société, des conclusions pratiques qui lui soient propres ». Il répond par la négative : la classe ouvrière n'est pas encore en mesure de créer l'organisation qui permette son émancipation.

L'action du prolétariat est déterminée par les conditions de son développement réel. Les formes et la stratégie de la lutte dépendent de ce développement réel, des rapports qui existent entre la classe ouvrière et les autres classes.

Bakounine, de son côté, analyse l'émergence du mouvement ouvrier en une dialectique en trois mouvements :

1. Le prolétariat accède à la conscience de classe avec « la compréhension réelle et vivante de ses maux réels » (Protestation de l'Alliance) ;

2. Il s'éduque par l'action organisée contre le capital « qui convainc tous les ouvriers de la façon la plus saisissante et directe de la nécessité d'une organisation rigoureuse pour atteindre la victoire » ;

3. Par la liberté du débat politique dans l'organisation et par l'expérience des luttes, le prolétariat construira alors « son unité réelle, économique d'abord, et ensuite nécessairement politique » (*Écrit contre Marx*).

La classe ouvrière, pense Bakounine, n'a pas encore atteint un stade suffisant de maturité pour se passer d'une minorité révolutionnaire. Le prolétariat est fractionné par les différentes langues, cultures et degrés de maturité, par les préjugés politiques et religieux. L'AIT est l'instrument irremplaçable pour l'unifier, c'est pourquoi Bakounine s'oppose à l'établissement d'un programme politique obligatoire dans l'organisation. Il pense que l'expérience des luttes et la pratique de la solidarité créeront naturellement cette unité. En attendant, cette partie la plus consciente du prolétariat et des intellectuels qui ont rallié son combat doit s'organiser pour accélérer ce processus d'unification.

« On ne peut commettre de plus grande faute que de demander soit à une classe, soit à une institution, soit à un homme, plus qu'ils ne peuvent donner. En exigeant d'eux davantage, on les démoralise, on les empêche, on les tue. L'Internationale, en peu de temps, a produit de grands résultats. Elle a organisé et elle organisera chaque jour d'une manière plus formidable encore, le prolétariat pour la lutte économique. Est-ce une raison pour espérer qu'on pourra se servir d'elle comme d'un instrument pour la lutte politique ? » (*Écrit contre Marx*, Champ libre, III, p. 183.)

Dans le vocabulaire de Bakounine, la lutte politique est la lutte électorale. Il faut, pense-t-il, à tout prix préserver l'AIT de cette tentation, ce qui ne signifie aucunement que l'Internationale doit se désintéresser de la politique, au contraire.

Les minorités révolutionnaires

Les réserves formulées par Bakounine sur la capacité de l'AIT à conduire seule le prolétariat vers la révolution sociale alimenteront un débat : est-ce une situation circonstancielle, liée à l'insuffisante

expérience historique de la classe ouvrière de l'époque, ou est-ce une situation intrinsèque à ce type d'organisation ?

Une organisation regroupant une minorité révolutionnaire structurée est indispensable. Cette organisation, c'est l'Alliance internationale pour la démocratie socialiste, fondée en 1868, le dernier jour du deuxième congrès de la Ligue pour la paix et de la liberté, organisation de démocrates bourgeois dont Bakounine venait de démissionner. C'est alors qu'il écrit à Marx cette lettre (22 décembre 1868) dans laquelle il dit à Marx : « Je suis ton disciple et je suis fier de l'être. » Il reconnaît donc s'être engagé dans la lutte des classes avec vingt ans de retard par rapport à Marx. Certes Bakounine est aussi motivé par le besoin d'amadouer Marx pour faire admettre l'Alliance en tant que telle dans l'Internationale – Marx ne sera pas dupe. On ne peut cependant pas douter de la sincérité avec laquelle Bakounine admettait le rôle capital joué par Marx. Malgré les divergences profondes qui opposaient les deux hommes, le révolutionnaire russe choisit toujours le critère de classe lorsqu'un choix important se présentait dans les débats politiques opposant les différents courants de l'AIT. Bakounine ne sous-estimait pas l'importance de ses divergences avec Marx, mais il a choisi de retarder le plus possible le moment où il serait forcé de les exposer publiquement.

La réflexion sur l'organisation de la minorité révolutionnaire à l'époque de Bakounine et de Marx doit éviter l'anachronisme qui consiste à aborder la question dans les termes où elle s'est présentée avec l'apparition de l'aile radicale de la social-démocratie – le bolchevisme – au début du XX^e siècle.

L'Alliance fut-elle une organisation « spécifique » dans le sens où le mouvement anarchiste l'entend aujourd'hui ? Cette question soulève un problème : à l'époque, on ne pouvait pas parler de mouvement anarchiste, ni d'anarchisme. Celui-ci n'apparaîtra comme mouvement constitué que plusieurs années plus tard, après que les sections italiennes se constituent en fédération. Par ailleurs, qualifier Bakounine d'« anarchiste » reste problématique car il se qualifiait plutôt de « collectiviste » ou de « socialiste

révolutionnaire » : il ne se revendique que rarement de l'anarchisme et quand il le fait, on sent que c'est avec réticence. Bakounine serait plutôt un précurseur du syndicalisme révolutionnaire, et l'Alliance fut plutôt une fraction syndicaliste révolutionnaire organisée à l'intérieur de l'AIT pour en garantir l'autonomie. Il serait en tout cas grandement anachronique que de vouloir faire un modèle d'organisation « platformiste ».

Il faut garder à l'esprit que les débats qui ont marqué la rupture du marxisme révolutionnaire avec la II^e Internationale n'ont pas encore eu lieu : le marxisme tel qu'il apparaissait à l'époque était essentiellement parlementaire. Enfin, il convient de rappeler que le mouvement anarchiste en France resta dispersé en petits groupes indépendants pratiquement sans contact les uns avec les autres et qui tenteront de constituer une organisation nationale qu'en 1913.

Dans les années 1860-1870, on assiste à des tentatives non abouties de constituer une organisation révolutionnaire. Personne à l'époque n'a trouvé de solution acceptable. Si Bakounine oscille entre organisation publique et organisation secrète – il faut se rappeler que les organisations ouvrières sont illégales en France, en Italie, en Espagne, en Belgique – les organisations secrètes en question sont plus des réseaux de militants qui correspondent entre eux qu'une instance qui prétend se poser en direction du prolétariat international. L'objectif principal est de regrouper les militants actifs et décidés, afin de constituer des cadres révolutionnaires, tâche qui, chronologiquement, semble naturelle lorsqu'on veut imprimer une certaine orientation à une organisation de masse.

Bakounine a posé le problème de l'organisation des révolutionnaires et de ses rapports avec les masses. Il l'a posé en opposition à la stratégie politique de Marx, électoraliste et parlementaire. Les successeurs de Marx oublient volontiers que pendant la révolution de 1848, en Allemagne, existait une organisation révolutionnaire, la Ligue des Communistes, que Marx et Engels ont dissoute.

Dans une large mesure, il s'agit d'une période de tâtonnements, et les modalités d'organisation des révolutionnaires n'apparaissent pas

avec l'évidence et les certitudes que développeront plus tard un Lénine.

On peut noter d'ailleurs que l'essentiel de la critique léninienne de la social-démocratie allemande, qui fonde le bolchevisme, a déjà été faite trente ans auparavant par Bakounine. Ce dernier n'a pas trouvé de solution au problème qu'il a posé. On sait maintenant que Lénine non plus.

Il reste que Bakounine a développé une théorie de l'organisation du prolétariat qui mérite mieux que les simplismes réducteurs de ses adversaires et aussi, il faut le dire, parfois de ceux qui se réclament du même courant que lui.

BAKOUNINE : MASSES ET MINORITÉS	
RÉVOLUTIONNAIRES.....	1
Action et organisation	5
Les « sociétés secrètes ».....	6
Du radicalisme bourgeois au socialisme.....	16
L'Alliance	21
Prolétariat et organisation	43
Résumons le point de vue de Bakounine :	50
« Sections de métier » et « sections centrales »	53
* * *.....	62
Les minorités révolutionnaires.....	64
